

MASSSES

20 JANVIER
1 9 3 4

MENSUEL N°13

Prix : 1 Franc

SOMMAIRE :

LA VIE DES TRAVAILLEURS
AMERICAINS,
VUE PAR UN OUVRIER



LOGIQUE ET DIALECTIQUE
MATERIALISTE



LEURS DERNIERES PAROLES :

KARL LIEBKNECHT
MALGRE TOUT...

ROSA LUXEMBOURG
L'ORDRE REGNE A BERLIN



MARX ET LES SYNDICATS



LA PROPAGANDE CLERICALE
CHEZ LES INDIENS



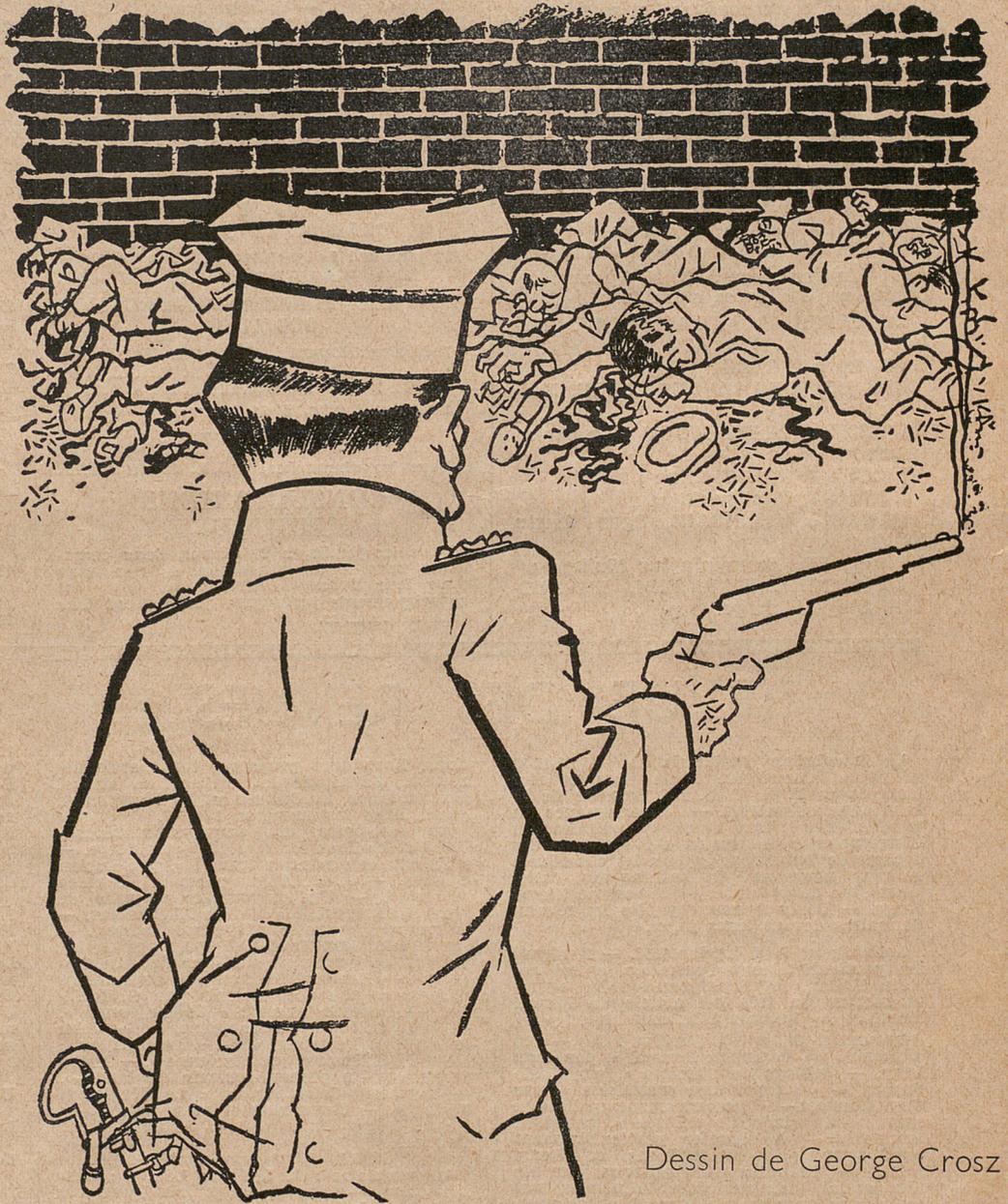
VERS LE FRONT UNIQUE...
EN ESPAGNE



LA LUTTE DE CLASSES
EN POLOGNE



ARCHITECTURE, POEMES



Dessin de George Crosz

DERNIÈRES PAROLES de KARL et de ROSA

4° P8858

ADMINISTRATION:
23, rue Mouffetard - PARIS V^e

Directeur: René LEFEUVRE

Abonnements	France	Etranger
10 numéros	9 »	13 »
20 numéros	18 »	26 »

ABONNEZ-VOUS

Abonnements pour 10 N ^{os}	France. 9 fr.
" "	Etrang. 13 fr.
" 20 N ^{os} (1)	France. 18 fr.
" "	Etrang. 26 fr.
Abonnement de soutien	50 fr.

Adresser correspondance et mandats à J. Lefeuve, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).
Ou utilisez notre compte de chèques postaux: Paris 824-24, Thomas Jean, 23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

(En nous envoyant l'abonnement, n'oubliez pas de nous indiquer la date de départ.)

PROFITEZ DE NOS PRIMES

(1) L'abonnement à 20 N^{os} permet de choisir un des livres suivants:

- LE MATERIALISME MILITANT, Plekhanov;
- LUDWIG FUERBACH, Engels;
- LES HOMMES DU 1905 RUSSE, Matveev;
- LA RUELLE DE MOSCOU, Ilya Ehrenbourg;
- LENINE A PARIS, Aline;
- GOPAINS, Chpilewski;
- PARADIS AMERICAIN, Egon Erwin Kisch;
- LE ROSIER, Hermynia Iur Mulhen;
- UN NOTAIRE ESPAGNOL EN RUSSIE, Diego Hidalgo.

NOS GROUPES D'ÉTUDES

23, rue Mouffetard

ECONOMIE POLITIQUE

a) 1^{re} Année. — Tous les lundis, à 21 h.:
Notions d'Economie Marxiste.
b) Tous les mercredis, à 21 heures: Cours
supérieur d'Economie Marxiste.

ETUDES SOCIALES

Tous les mercredis à 21 heures

VI — LES FORMES POLITIQUES MODERNES

24 janvier: La démocratie bourgeoise.

II — RAPPORTS DE PRODUCTION BASE DE LA SOCIÉTÉ

31 janvier: Le prolétariat, le machinisme
et la division du travail; L'idéal socialiste.

III — LES FORMES D'OPPRESSION SOCIALES

7 février: Royauté, Nation et Patrie.

ARTS ET ARCHITECTURE

Tous les jeudis, à 21 heures.

ESPERANTO

Tous les dimanches, à 9 h. 30 du matin.

CONSULTATIONS JURIDIQUES

Tous les jeudis, à 21 heures, deux camarades sont à la disposition de nos amis pour leur donner gratuitement tous les renseignements juridiques qui peuvent leur être nécessaires.

NOS SOUS-GROUPES

XV^e ARRondissement

COURS D'ECONOMIE POLITIQUE

Salle des Coopérateurs, 85, rue Mademoiselle: tous les vendredis, à 20 h. 30.
Adresser correspondance à René Bonnet, 33, rue Jeanne, XV^e.

POUR SURESNES, PUTEAUX NANTERRE, COURBEVOIE

COURS ELEMENTAIRE D'ECONOMIE POLITIQUE

Le 1^{er} Cours aura lieu le vendredi 2 février, à 20 h. 30, à « La Coupole », angle place du Marché et rue Eichenberger, Puteaux. (près station tramway).

Sujet: L'ECONOMIE POLITIQUE EST-ELLE UNE SCIENCE?

Inscription au cours et adhésions au groupe: écrire à A. Dumas, 70, rue des Chênes, Suresnes.

A Puteaux, « Masses » est en vente à la Librairie-Papeterie, 4, rue Cartault.

POUR CLICHY

S'adresser à Roger Duyck, 7, avenue Anatole-France, à Clichy.

A BRUXELLES

Tous les sympathisants désireux de participer à la formation d'un groupe « Masses » sont priés de se mettre en rapport avec Raoul Piron, 45, avenue Edmond-Mesens, Bruxelles.

L'EQUERRE (pour une meilleure architecture) (Bruxelles, décembre 1933)

Esprit grec, esprit latin, esprit gréco-latin, par Le Corbusier. — Réorganisation de l'enseignement de l'architecture, par Emile Parent. — Extrait du rapport sur l'urbanisme en Belgique, par Victor Bourgeois. — Urbanisme, essais sur l'usine, l'habitation ouvrière et la ville, par Jean Moutschen. — Le groupe scolaire de Villejuif, par Ivon Falise. — Des Vandales ou des Utopistes, par Paul Fitschy.

LES PRIMAIRES (janvier 1934)

Au sommaire: La Peine des Hommes. — M. Houdras: Le Noël du grenadier. — Jean Verdier-Frayse: Poèmes. — Vidalenc: Le Préjugé architectural: la hantise du monument. — Colombus North: Le miroir flexible. — Régis Messac: Propos d'un Utopien. — Chronique des idées. — Commentaires: Langage. — Les Arts. — Cinéma. — Glanes. — Comptes rendus, etc.

MONDE (20 janvier 1934)

Un conte inédit de Charles Vildrac: La Meute.

Les victoires du capitalisme: L'anarchie parlementaire.

La défaite de la Révolution allemande. — Si Hitler attaquait... — Le Théâtre, le Cinéma. — Notes économiques. — Politique. — Informations.

X^e Anniversaire de la mort de Lénine: Henri Barbusse et Maxime Gorki parlent de Lénine.

Poème de Mayakowski.
Notre enquête sur les classes moyennes: Travail à domicile.

REVUE DES REVUES

La Révolution Proletarienne. — 25-12-33 et 10-1-34. Carnet de route d'un ouvrier français en U. R. S. S. Les émeutes de la faim à Reims en 1789. — La renaissance du Syndicalisme: Au Syndicat unitaire du Livre-papier; A propos du lock-out des dockers de Dunkerque; Chez les chauffeurs de taxis parisiens; la bataille des traitements vue de province. — Le sort de Victor Serge. — De quoi sont capables les révolutionnaires devant leurs juges.

Activités n^o 7, 8 janvier 1934. — A signaler particulièrement l'entretien entre Romain Rolland et Soumyendranath Tagore, et surtout un très bel article de Marcel Martinet: « Recours à la contrainte? »

Document 34, n^o 9, janvier 1934. — Au sommaire: « Raymond Roussel », par Jean Lévy. — « Eloge de l'hérésie », par Carlo Suard. — « La peinture convulsive », par Guy Mangeot. — « Remerciements polis aux sauveurs du cinéma soviétique », par J.-B. Bruniers. — A signaler particulièrement une interview de Joris Ivens et Henri Storck. — Intéressantes remarques sur le film social, admirablement illustrées par les photos extraites de leur film *Borinage*.

Proletariat. — Nous avons signalé la naissance de cette revue publiée par notre ami Poulaille avec le concours des écrivains prolétariens. Le temps nous a manqué jusqu'ici pour en étudier convenablement le contenu riche de promesses et de réalisa-

tions. Nous nous proposons tout particulièrement d'analyser les articles de Marcel Martinet sur la Culture et le Proletariat, parus dans les numéros 1 et 2.

Au sommaire des derniers numéros: Nos 3 et 4: Trois Poèmes de Victor Serge. — « L'écrivain devant le travail », par Lucien Gachon. — A. C. Ayguesparse: « Dernier vivant ». — Une importante nouvelle de Lucien Bourgeois: « Midi à XIV heures. — Chroniques et notes d'Edouard Peisson. — Henri Poulaille, Paul Le Pape, Léon Gerbe. — Numéro hors série du Jour de l'An 1934 (2 fr.). — Edouard Peisson: « Gros temps d'Ouest », nouvelle illustrée par G. Raffinot. — Ludovic Massé: « Le fer rouge ». — Neel Doff: « Le Boulanger ». — Jean Aubin: « Désespoir ». — Pierre Autry: « Sur la littérature prolétarienne ». — Mairé Scarff: « Un pêcheur-écrivain d'Irlande ». — Tomas O'Clomtain: « La Meule de Tadhg ». — Chroniques et notes de: P. Le Pape, Léon Gerbe, René Bonnet, Henri Poulaille.

EUROPE (15 janvier 1934)

Au sommaire: R. Rolland, Lénine: l'art et l'action. — Lénine: Léon Tolstoy, miroir de la révolution russe. — Drien la Rochelle: Unité française et Unité allemande. — Au Mexique. — Poèmes: Les Moribonds. — Commentaires de J.-R. Bloch. — Notes de lectures de Jean Guehenne. — Léon Werth: Le cinéma. — Eugène Dabit: les Expositions.

DOCUMENTS SUR L'AMÉRIQUE

Un ouvrier nous parle de ses frères

Donner un petit aperçu de la vie des ouvriers et des paysans aux Etats-Unis, est très difficile, parce que toute chose en Amérique, vue par nos yeux européens, prend des proportions gigantesques; et, si l'on voulait traiter convenablement le sujet, il faudrait écrire un très gros livre. Les E. U. sont presque aussi grands que l'Europe, et de même que les conditions de vie des ouvriers et des paysans sont variées en Europe, elles le sont aussi aux E.-U.

Les conditions propres à l'Amérique ont fait l'Américain il est individualiste avant tout. C'est le plus grand individualiste du monde. Ce caractère date des jours où il habitait comme pionnier les vastes forêts et était livré à ses propres ressources. L'Américain est l'homme le plus réaliste et le plus pratique qui soit. Ce qu'on nous en raconte ici en Europe et ce qu'on nous en montre dans les cinémas, est un non-sens éclatant. L'Américain ne connaît pas le romantisme. Seul, son pays est romantique, mais il ne s'en rend pas compte. Pour lui, ces beautés naturelles ne sont que des obstacles à l'exploitation du sol. Quant au romantisme cinématographique de cow-boy, je dois l'avouer; j'ai vécu presque dans tous les Etats de l'Union où il y a des cow-boys mais je n'y ai jamais rencontré d'individu de ce genre. Et s'il s'avaisait d'un déguisement aussi extravagant que nous le présente le cinéma de chez nous, il se rendrait ridicule auprès de ses camarades, ou bien la police l'arrêterait pour port d'armes prohibées. Car, en Amérique, le port d'armes est tout aussi interdit qu'en Europe.

Il en est de même du romantisme indien. L'Indien est depuis de longues années un farmer qui gagne son pain d'une façon tout points identique à celle de son voisin blanc. Les derniers Indiens ont abandonné depuis 50 ans leurs coutumes et ne parlent plus qu'anglais. Je me suis renseigné aux meilleures sources sur les histoires du Far-West sauvage, et j'ai dû constater que tout cela est fiction. Ce Far-West n'a jamais existé. Les Farmers américains s'avançaient lentement, d'Est en Ouest, comme un troupeau de bêtes à la recherche de sa pâture. Leur unique préoccupation était d'obtenir de la terre pour la culture du maïs et de l'avoine. Il arrivait alors qu'on enlevait de force leur terre aux Indiens et qu'ils opposaient de la résistance: de petits combats s'ensuivaient. Ceci se produisait environ tous les dix ans, et à ces occasions, deux à quatre douzaines de morts restaient sur place. Il en fut ainsi à peu d'exceptions près. Il n'y a là rien de comparable aux guerres coloniales qu'on mène aujourd'hui sur une douzaine de points d'Afrique et d'Asie.

En Amérique aussi, les gens ont sur leur propre pays les idées les plus contradictoires. Dans l'Est on a sur l'Ouest la même opinion qu'en Europe; dans l'Ouest, on a des idées extraordinaires et sur la splendeur des grandes cités de l'Est. Les mêmes opinions contradictoires ont cours entre le Nord et le Sud. C'est pourquoi il faut être prudent quand un Américain raconte quelque chose de son pays. Il est rarement bien renseigné, ce qui est compréhensible, vu l'étendue du pays. Le plus souvent, il raconte l'histoire de sa ville et de son Etat, ou celle du milieu social, dans lequel il se meut, et pense que c'est là la situation générale. Seules, les couches extrêmes de la société américaine sont à même de se familiariser avec toutes les conditions des Etats-Unis. Ce sont des millionnaires, et le prolétaire le plus pauvre, l'ouvrier ambulant. Mais le millionnaire, auquel ses millions permettent de sonder la situation américaine dans toute sa profondeur, a le plus grand intérêt de le taire. L'ouvrier ambulant, qui est contraint par le système régnant aux E.-U., d'aller d'une place à l'autre, d'un métier à l'autre, ballotté d'un coin des E. U. à l'autre, a non seulement l'occasion d'apprendre à connaître la vie des masses, mais y est directement forcé. A

côté de cela, il apprend aussi à connaître, par d'amères expériences, toutes les astuces par lesquelles ces masses sont exploitées.

Certes, il existe une petite proportion de ces ouvriers ambulants qui le sont par métier. Mais, la grande majorité y est contrainte. Il y a vingt ans, il en avait peut-être 300.000. Aujourd'hui, ils sont 3 à 4 millions. Comme feuilles mortes chassées par la tempête, sans volonté, ces masses sont poussées sur tout le territoire des E.-U., à la recherche de leur pain.

GANT DE VELOURS, MAIN DE FER

Au premier contact avec un chantier américain, on est aussitôt frappé par le zèle extrême de tous les ouvriers. Chacun tâche de surpasser son voisin. Les plus grands exploits sont réalisés avec le sourire, — même si le front ruisselle de sueur, — afin de montrer ce qu'on peut. Le soir, beaucoup sont exténués au point de ne pouvoir se redresser. D'autre part, on ne remarque pas que les ouvriers soient poussés au travail. L'entrepreneur où le patron aux E.-U., plus simplement appelé boos, n'a pas l'air de s'occuper du travail de chacun en particulier. De temps en temps, il s'approche de l'un ou de l'autre, lui dit quelques mots aimables, en l'appelant par son prénom, Tom ou John. S'il fait des prescriptions, ce n'est en général que d'une manière polie; il semble exprimer des désirs et non donner des ordres. Tout se passe comme si la meilleure harmonie régnait entre ouvriers et patron.

On se demande si ces ouvriers sont fous de travailler ainsi sans que le boos les y pousse. Ou bien serait-ce par amour du travail? La réalité est autre. Si on observe le boss, on le voit s'approcher deux heures après le début du travail ou une heure avant la fin, d'un ou de plusieurs ouvriers, et leur donner un papier en ajoutant peut-être: « Tom, repose-toi un peu! » ou « John, je crois que tu as assez travaillé. » L'ouvrier fait un signe de la tête, rassemble ses outils et quitte le chantier. Le papier délivré par le boos est apparemment un chèque. On croit avoir trouvé l'explication de l'ardeur des ouvriers au travail. Le boos récompense le bon travail par un congé payé!

Au vrai, on vient simplement de voir en action le poing de fer presque toujours dissimulé sous un gant de velours, du patron américain. Il s'agissait de la congédiation immédiate et sans délai, avec l'unique but de pousser les autres ouvriers à plus d'empressement encore. Tel est le meilleur coup de fouet du patron, et il est bien à la mesure des circonstances américaines. C'est pour cette raison qu'il n'a pas besoin de pousser l'ouvrier au travail; l'ouvrier se stimule lui-même.

L'entrepreneur dispose de remplaçants immédiats; même à l'époque de la prospérité, il lui suffisait de remuer le petit doigt pour en avoir des milliers.

OUVRIERS AMBULANTS

Du côté de l'ouvrier, ce système engendre le travailleur ambulant. Mais, ce n'est pas celui-ci qui en souffre le plus. Il ramasse ses affaires et cherche du travail ailleurs, ce qui, cependant, lui prend toujours un à deux mois. L'ouvrier ambulant, par sa mobilité même, amortit plus facilement les coups du patron. Si, par contre, celui qu'on a congédié à son domicile fixe dans la localité, ou s'il est par surcroît père de famille, il lui faut résoudre la grande question: où trouver du travail? S'il a une maison et une auto achetées A CREDIT, comme c'est le cas pour beaucoup d'ouvriers américains, le problème devient encore plus angoissant: trouver du travail assez rapidement pour éviter que l'huissier vienne saisir le tout. S'il a une auto, il parcourt toute la région avoisinante dans un rayon de 100 km. pour

trouver du travail. Si après des mois, il a la chance d'en trouver, il est naturellement obligé de faire 2 fois par jour le chemin de son domicile à son lieu de travail, souvent distant de 50 à 100 km. : grosse dépenses, non seulement de temps, mais d'argent pour l'auto, l'huile, l'essence. Quand l'ouvrier américain a une auto, il en retire fort peu de plaisir et surtout des frais. L'auto n'étant pour lui qu'un moyen de rejoindre son lieu de travail.

« Tu as beau travailler jusqu'à en crever, on te foutra quand même à la porte », disent les ouvriers de ce système, avec un humour sinistre. Le patron dit : « Un ouvrier qui a travaillé chez moi pendant un mois, doit être si exténué, qu'il a besoin de 2 mois de repos. » S'il venait à un ouvrier de 40 à 45 ans, le courage de demander à être embauché, il recevrait peut-être du boos cette réponse : « Comment ! Tu demandes encore du travail ! Qu'as-tu fait de tout l'argent que tu as gagné pendant ta vie ? Sur ce chantier, ne travaillent que des hommes et non des hommes de paille ! Au diable, fous-moi le camp ! »

Aux E.-U., un ouvrier de 45 ans n'a plus grand espoir de trouver une place avec paye complète. Il doit se contenter d'un salaire minime.

Il est vrai que la cadence terrible du travail le vieillit tôt. J'ai connu des ouvriers qui avaient travaillé 10 ans chez Ford, et qui me déclarèrent personnellement que leur corps et leurs nerfs étaient ruinés, à tel point, qu'ils ne pourraient plus jamais accomplir une journée de travail complète. Ces ouvriers avaient de 30 à 35 ans.

Le patron américain veut des ouvriers aussi jeunes que possible, âgés de 20 à 35 ans : il faut surtout que ceux-ci aient la bonne mentalité, ne se mettent jamais en grève, travaillent toujours plus encore que leurs camarades, et aussi conservent l'espoir de devenir riches un jour, s'ils travaillent bien. Cette dernière condition est particulièrement importante ; de tels idiots, le patron fait tout ce qu'il veut.

On les trouve sur la plupart des chantiers, et on les appelle des Américains 100 %. Quand l'ouvrier européen compare son salaire à celui de son camarade américain, il vient à cette conclusion que les ouvriers américains sont plus heureux que nous.

Si on vérifie cette conclusion en Amérique, en tenant compte des prix et du cours des changes, on trouve que l'ouvrier européen a pour moitié raison. Et pourtant, on ne peut observer que l'ouvrier américain vive mieux que l'euro-péen — sans parler des ouvriers américains ambulants : si on prend ceux-ci en considération, l'ouvrier américain vit en moyenne plus mal.

On ne constate pas non plus de luxe dans l'habillement ou le mobilier. Au contraire, il a toujours existé en Amérique au moins 1 million de familles ouvrières habitant en chambres meublées, parce qu'elles ne pouvaient réunir l'argent nécessaire à l'achat de meubles.

Nous voici devant le problème le plus lourd de la vie de l'ouvrier américain : le chômage périodique, qui n'a rien à voir avec les congédiations sans délai ci-dessus mentionnées...

Il y a 25 ans déjà, la moitié des ouvriers américains devaient compter chaque année avec un chômage de 3 à 6 mois. On n'avait plus du tout l'habitude de compter avec un travail régulier ; le travail cessait peu à peu à partir du mois d'octobre et recommençait en mars.

Mais beaucoup ne trouvaient pas de travail du tout pendant l'année entière ; avant la guerre, ils étaient un demi million ; après la guerre et jusqu'à la crise actuelle, de un à trois millions.

POUR ECHAPPER AU CHOMAGE

Par tous les moyens, l'ouvrier cherche à échapper au chômage. Il se fait membre de toutes espèces de sociétés, unions fraternelles et églises, pour obtenir de l'employeur, par leur influence, qu'il ne le congédie pas. S'il est syndiqué, il va trouver le bonze de son syndicat et essaye de passer avec lui un contrat. Il cède régulièrement au bonze une partie de son salaire, que celui-ci partage à son tour avec le patron de l'ouvrier en question ; ou bien l'ouvrier fait cette affaire avec le patron lui-même, parce que le patron récupère ainsi une somme plus grande et a intérêt à employer l'ouvrier de façon constante. La plus grande angoisse de l'ouvrier est de vieillir, car alors,

la congédiation le menace à coup sûr un jour, eût-il travaillé 20 ans dans une même place. Dans ces cas-là, il cherche souvent à se donner un air vigoureux. J'ai connu des ouvriers qui se teignaient leurs cheveux gris en blond ou en brun.

Celui qui, aux E.-U., fréquente des familles dans les masses, entend souvent une conversation de ce genre : « Mon père est à New-York, ma sœur au Texas, mon frère en Californie et moi j'ai l'intention d'aller au Kansas, parce que j'espère que là-bas la situation est meilleure qu'ici dans l'Etat de Floride ; ici, on n'arrive toute sa vie à rien. Il est vrai que ça me coûte tout mon argent, si je transporte mon outillage de farmer là-bas, car il y a plus de 2.000 km. d'ici au Kansas. Mais, la Société des Terrains de Topeke Kansas a beaucoup de bons terrains à vendre à bon marché ; on peut avoir là-bas du terrain qui rapporte le double de celui d'ici. Bien entendu, il faut le défricher, mais cela va vite. J'ai reçu de la Société un prospectus avec de belles illustrations, où tout cela est décrit. »

Ou bien : « J'en ai marre de trimer comme mécanicien dans ce maudit Etat de Washington ; je n'ai jamais pu obtenir une place convenable quoique je sois un bon ouvrier. J'ai eu enfin une



L'ECONOMIE DIRIGEE

(Huybrecht.)

chance : l'agence de placement extra-rapide m'a procuré, ainsi qu'à 4 autres camarades, une place à 6 dollars par jour à la fabrique de poudre Du Pont à Washington, dans l'Etat de Delaware. Il est vrai que c'est à 6.000 km. d'ici et, aucun de nous n'a assez d'argent pour payer le trajet en chemin de fer. On va mettre notre argent ensemble et acheter une vieille auto. Ainsi le trajet nous revient moins cher, et il nous reste encore assez d'argent pour acheter l'huile et l'essence en route. »

Nous nous trouvons ici en face du système le plus infâme et le plus raffiné qui soit. Le capitaliste ne peut l'appliquer que parce que la masse croît encore trop dans la société bourgeoise, et parce que trop peu d'Américains connaissent la situation de leur propre pays.

Le farmer qui voulut tenter sa chance à Kansas, devint « tramp ». Le mécanicien et son camarade furent mis en prison pour vagabondage. Quand le farmer arriva à Kansas, il dut constater à sa grande frayeur que la terre qu'il avait achetée n'était rien d'autre que le territoire déboisé d'une grande entreprise de bois. Il aurait pu passer toute sa vie à arracher les souches larges d'un mètre qui le couvraient. Après s'y être appliqué de son mieux avec l'énergie du désespoir pendant un certain temps, il renonça à la lutte inutile, chargea sa famille sur une vieille auto et devint tramp. Quand le mécanicien et son camarade eurent atteint le pays de leurs espoirs, ils virent qu'il y avait une grève, et parce qu'ils ne voulurent pas être briseurs de grève et voyageaient sans argent, ils furent emprisonnés pour vagabondage.

Le capitalisme a pour système de chasser les masses d'un bout du pays à l'autre, leur bourrant le crâne de l'espoir de trouver

mieux ailleurs, dans un autre état. Mais celui-ci se trouve le plus souvent à une distance de 3.000 à 5.000 km. Je parle ici de la population sédentaire des E.-U., non des ouvriers ambulants.

Le capitalisme poursuit ainsi une double fin : d'abord, une politique d'exploitation, puis, une politique d'abâtissement. On veut persuader de cette manière les masses qu'elles n'ont qu'à changer de résidence aux E.-U., si elles désirent améliorer leur condition sociale. On veut les détourner ainsi de toute idée révolutionnaire.

Des spéculateurs de terrains participent le plus souvent à l'exploitation, quand il s'agit des farmers ; s'agit-il de tromper les ouvriers, ce sont les entrepreneurs. Les sociétés de chemin de fer gagnent à tout coup, car un voyage d'un bout du pays à l'autre, coûte environ 100 dollars par personne.

La propagande pour cette politique d'abâtissement et d'exploitation est faite par des revues bien imprimées qu'on envoie aux futures victimes, et où le bonheur futur est décrit et présenté par l'image.

Une masse de gens se laissent ainsi duper tous les jours. Au moins, la moitié des habitants des E.-U. a déjà fait 1 à 4 voyages de 1.000 à 5.000 km. pour tenter sa chance. Une grande partie des masses en est transformée en demi-nomades ; d'ailleurs peu importe à l'ouvrier ou au farmer de quitter son pays pour toujours, s'il pense qu'il peut vivre dans de meilleures conditions ailleurs. Naturellement, les familles sont désunies ainsi. Et quand ces chercheurs de chance arrivent à leur nouvelle résidence, ils ont ordinairement les surprises les plus singulières. Mais ils ne peuvent plus revenir en arrière, car l'argent leur manque. Le plus souvent, il en est ainsi : on ne leur a pas menti, mais on a passé sous silence un certain nombre de faits. Vu les grandes distances, l'ouvrier et le paysan ne peuvent aller eux-mêmes auparavant jusqu'à leur nouveau domicile et se rendre compte des circonstances. Ils sont obligés de tenter leur chance.

L'ouvrier qui a perdu son travail a plusieurs moyens d'en trouver de nouveau. Il peut l'essayer par l'intermédiaire de sociétés, de syndicats, d'amis ou par la corruption d'un contremaître ce qui se pratique couramment. Puis il peut encore s'adresser aux grandes entreprises elles-mêmes. Prenons comme exemple l'embauche des ouvriers chez Ford. On arrive dans une grande salle remplie d'ouvriers de tous les métiers ; on a l'impression d'un marché aux bestiaux. En un jour, 2.000 ouvriers environ demandent du travail, chacun a le secret espoir d'être peut-être

accepté. A peine si une parole est prononcée. Car on ne DEMANDE pas de travail : on est apprécié comme une bête par un homme qui ne dit mot. Tous les candidats doivent passer auprès d'une barrière derrière laquelle se tient un homme qui observe d'un œil aigu et en silence les ouvriers passant lentement à côté de lui. Aussitôt que l'ouvrier a passé près de la barrière, si l'homme ne lui a pas fait signe, il sait qu'il n'aura pas de travail. On accepte seuls des ouvriers de 20 à 35 ans, qui ont l'air intelligent et sont ouvriers d'industrie. Parmi eux, l'homme derrière la barrière en choisit quelques-uns et leur fait signe du doigt, ils sont autorisés à s'approcher et on leur pose quelques questions. Si les réponses sont satisfaisantes, on les fait se ranger de côté ; mais ils ne sont pas encore embauchés. C'est une commission qui décide ultérieurement de l'embauchage, après un examen portant sur leur savoir et leur tendance politique. Les éléments radicaux ne sont pas acceptés. Une fois toutes ces épreuves passées avec succès, on les embauche à l'essai, avec un salaire inférieur à celui des autres ouvriers. On leur laisse deux mois pour apprendre à travailler aussi vite qu'on l'exige des ouvriers de Ford. S'ils n'y parviennent pas, on les renvoie. On peut aussi trouver du travail par l'intermédiaire des agences de placements qui prennent un à trois dollars pour procurer une place. Avec ces bandits-là, il faut être prudent ; le travail qu'ils procurent est toujours mauvais. Parfois, ce sont des agences de briseurs de grève. Souvent ils ont un contrat avec le boos de l'usine : l'agent et le boos se partagent l'argent que l'ouvrier paye à l'agent pour se placer. Le boos laisse l'ouvrier travailler pendant un jour et le met ensuite à la porte : mais non pas seul — avec vingt autres ouvriers. De cette façon, l'agent dispose toujours de places libres dans cette usine, ce qui lui permet, ainsi qu'au boos, de vivre dans l'aisance. Les ouvriers appellent ces agents des requins, à cause de leurs traits de caractères spécifiques.

(A suivre.)

W. WAGNER.

Camarades, abonnez-vous

Votre abonnement nous est nécessaire pour assurer le développement de notre revue. Vous nous permettrez ainsi de paraître bi-mensuellement.

SAMEDI 27 JANVIER, à 20 H. 45

à la Salle Adyar (square Rapp)
(Métro Alma-Marceau et Ecole Militaire)

Les « Amis de MASSES » organisent leur

3^e SOIRÉE CINÉMATOGRAPHIQUE

Notre camarade Cello fera une causerie

LE CRIME, PRODUIT DE LA SOCIETE

Projection de

CITY-STREETS (Les Carrefours de la Ville)

et SCARFACE

avec Paul MUNI

Entrées : 5, 6 et 7 francs

En raison de l'importance du programme, la séance commencera à 20 h. 45 précises.

logique et dialectique matérialiste

L'ORIGINE DE LA LOGIQUE ENVISAGÉE DU POINT DE VUE DU MATÉRIALISME

I. — CRITIQUE DU RATIONALISME CLASSIQUE

Dans une étude précédente, nous avons cherché à déterminer le sens, la portée et surtout les limites des règles de la logique auxquelles on doit éviter d'opposer la dialectique, dans le domaine limité où elles conservent leur valeur : celui de la conduite des discussions.

Comme on ne dépasse pas ce que l'on situe, la tâche qui se présente maintenant à nous consiste à remonter aux origines de ces règles de la logique, avant d'aborder d'une façon directe l'examen de la dialectique.

Les règles de la logique ont été mises au rang des « vérités éternelles » par la philosophie classique de la bourgeoisie, c'est-à-dire qu'elles ont été traditionnellement considérées comme une partie du patrimoine de la « Raison », conçue comme une et identique à elle-même, chez tous les hommes, dans tous les temps et tous les pays. Cette idée de la « Raison » a été portée historiquement par la bourgeoisie révolutionnaire et elle a joué, comme on le sait, un rôle de premier plan dans la subversion de l'ordre féodal.

La bourgeoisie décadente de nos jours l'abandonne de plus en plus pour sombrer dans le mysticisme et dans l'irrationalisme le plus noir : ses penseurs cherchent à noser des limites à l'investigation intellectuelle devant certains « irrationnels », certaines choses « incompréhensibles » par nature, et aspirent à des modes de connaissance distinctes de ceux de la Raison (intuition bergsonienne, expérience vécue des phénoménologues allemands), qu'ils ne réussissent d'ailleurs à trouver que dans l'affectivité la plus aveugle. L'irrationalisme, qui serait mieux appelé l'obscurantisme, tend de plus en plus à devenir la philosophie du fascisme et de toutes les formes de pré-fascisme intellectuel ou autre.

Le matérialisme historique conserve toutes les conquêtes intellectuelles et morales obtenues par la bourgeoisie révolutionnaire sous le signe de la « Raison », car sans elle il n'aurait jamais existé. Cependant, la conquête du libre examen qui constitue le fonds de la notion de « Raison » au sens pratique du mot, doit cesser d'être associée à la conception purement théorique des « vérités éternelles » de la Raison. C'est un rationalisme incomplet et qui loge encore en lui son vieil ennemi : l'obscurantisme mystique que celui qui arrête l'investigation intellectuelle aux frontières de la Raison elle-même et la pose comme un absolu devant lequel il faudrait se prosterner. En ce sens, le rationalisme matérialiste de Marx et d'Engels conserve mais dépasse le rationalisme classique de la bourgeoisie.

Les deux attitudes classiques du rationalisme bourgeois devant les principes de la logique, reviennent l'une à dire qu'ils sont tels parce que l'esprit humain est ainsi fait, Dieu l'ayant créé ainsi (rationalisme cartésien de tradition française), l'autre à dire qu'ils sont dérivés de l'expérience sensible et par suite en dernière analyse de la structure même du monde où l'homme vit (rationalisme empiriste de tradition anglaise).

Ni l'une ni l'autre de ces deux attitudes ne sont défendables, et toutes deux, liées au dogme métaphysique des « Vérités éternelles », mènent aux plus grandes confusions.

Dire que les règles de la logique doivent être dérivées de l'expérience sensible et, par conséquent, du spectacle du monde tel qu'il apparaît à un homme dès qu'il tient ouverts ses organes des sens, semble au premier abord l'explication la plus acceptable parce que la plus naturelle.

Elle revient, en réalité, à commettre implicitement la confusion la plus énorme sur la portée des règles de la logique, en leur attribuant une « valeur matérielle », comme révélatrices de la nature du cours des choses, au lieu de leur donner la valeur simplement « formelle » des règles du cours de la discussion.

Les règles de la logique ne sont pas le moins du monde des lois de la nature révélées à nous par l'expérience. Aucune d'elles ne s'applique au cours des choses. Il en est ainsi du principe d'identité, car donner une portée « matérielle » à ce principe reviendrait à dire qu'une chose reste nécessairement

ce qu'elle est et ne peut jamais devenir autre chose que ce qu'elle est. L'expérience la plus simple et la plus directe nous enseigne, au contraire, que le changement est la loi la plus fondamentale du cours des choses et qu'aucune chose ne reste ce qu'elle est, mais qu'au contraire chaque chose devient sans cesse autre chose que ce qu'elle est. Cela est si vrai que le principe d'identité, pour trouver une application, doit faire abstraction du cours des choses dans le temps, comme nous l'avons vu précédemment. Il en est de même du principe de non-contradiction. Lui donner une portée « matérielle » reviendrait à oublier qu'aucune chose n'est isolée dans la nature, que chaque chose est engagée dans de multiples rapports avec les autres choses et, par suite, qu'aucune chose ne comporte un aspect unique et exclusif mais que chaque chose doit être envisagée sous divers aspects dont certains sont réellement opposés (ainsi le côté barbare et le côté progressif du capitalisme). Le principe du tiers-exclu trouve encore moins de champ d'application dans la nature, car aucune chose naturelle ne jouit de la propriété logique de la négation, d'être exactement l'opposé d'une autre chose sans être quelque chose de plus et d'autre (l'électricité positive n'est pas l'exact opposé de l'électricité négative, et elles ne s'excluent pas puisqu'un système peut être électriquement neutre). Il n'existe rien dans la nature qui soit purement et simplement une négation sans être en même temps une position nouvelle.

De ce que les règles de la logique ne trouvent aucune application dans le cours des choses, il n'y a à trouver aucun sujet d'étonnement. Les règles de la logique n'ont de valeur que pour les abstractions extraites de l'expérience, par la pensée grâce au mécanisme du symbolisme verbal. S'en étonner revient à retomber dans la vieille confusion idéaliste entre la pensée et ses objets, les mots et les choses. Les choses ne disant rien, ne discutant pas, n'ont pas à être logiques. Elles n'en sont d'ailleurs pas davantage illogiques, mais simplement alogiques.

Si les règles de la logique ne peuvent être dérivées du spectacle du cours des choses tel qu'il est donné à l'expérience sensible, faut-il donc y voir des lois naturelles non plus du cours des choses, mais de la pensée humaine. Nous trouvons ici l'autre position, celle du rationalisme cartésien. Pour Descartes, les règles de la logique sont telles parce que l'esprit humain est ainsi fait de sa nature, et s'il est ainsi fait c'est parce que Dieu l'a créé ainsi. Dans une telle conception, la pensée rationnelle apparaît comme une chose d'origine surnaturelle et d'une façon paradoxale comme une limite posée devant la Raison elle-même.

Les règles de la logique ne peuvent être en réalité considérées comme des lois naturelles de la pensée humaine. Elles ne sont pas le moins du monde à la pensée ce qu'est la pesanteur aux choses physiques. Elles sont des règles sociales et non des lois naturelles. Une règle sociale diffère d'une loi naturelle parce qu'elle suppose une certaine contrainte qui l'empêche d'être obéie spontanément à la façon dont sont obéies les lois de la nature. Ce serait commettre une confusion égale à celle qui fait des règles de la logique des lois du cours des choses, que de supposer que la pensée humaine est spontanément logique et qu'elle fuit la contradiction interne à cause d'une certaine vertu non-contradictoire que Dieu aurait placée en elle. Respecter les règles de la logique revient toujours à exercer un certain contrôle sur sa propre pensée, à ne pas s'abandonner au fil des idées, mais à revenir de ce que l'on a dit actuellement sur ce que l'on a dit précédemment pour s'assurer de l'accord de la pensée avec elle-même. En ce sens, la pensée humaine, comme le cours des choses d'ailleurs dont elle n'est qu'une des manifestations, est bien plutôt spontanément alogique que spontanément logique.

La contrainte logique qui s'impose à la manifestation spontanément alogique de la pensée verbale ne peut être qu'une forme interiorisée de la contrainte sociale.

Ici, l'examen critique du matérialisme historique retrouve ses droits en face du rationalisme mystique de la tradition philosophique bourgeoise.

II. — PREHISTOIRE DE LA LOGIQUE

Les règles de la logique formelle sont les règles d'une activité socialement définie et inintelligible en dehors du cadre social : la discussion. Elles ne sont pas des « vérités éternelles » même dans les limites du cadre social, car elles n'ont pas toujours existé sous la forme où nous les employons aujourd'hui. Elles sont apparues en fonction d'une certaine évolution du cadre social déterminée en dernière analyse par les transformations de l'économie, c'est-à-dire du mode d'action de l'homme sur la nature. Elles ont pris la place d'autres règles qui en sont en quelque sorte les pré-figurations antédiluviennes et qui, à partir d'un certain moment, devenaient impossibles à appliquer mais correspondaient cependant à une fonction socialement nécessaire.

L'ancêtre préhistorique des principes de la logique paraît avoir été le principe du conformisme mental qui joue rigoureusement dans les sociétés d'un type primitif, c'est-à-dire arriéré. Ces sociétés sont de petites autarchies communistes fermées au dehors, où l'échange intellectuel aussi bien que l'échange des produits du travail avec le milieu extérieur constitue l'exception et non la règle. La différenciation des fonctions y est très peu poussée et tous les individus qui les composent ont une activité à peu près semblable.

La fonction primordiale du langage dans de telles sociétés n'est pas de permettre la discussion : les échanges intellectuels. Le langage apparaît un mode d'action réelle des individus dispersés dans l'espace et dans le temps les uns sur les autres et comme compensation à la misère technique presque absolue, un mode d'action illusoire sur la nature. Le fonds des croyances magiques n'est en effet rien d'autre que la croyance illusoire dans la toute-puissance du langage aussi bien sur les choses que sur les hommes, le mode d'action de l'homme sur l'homme étant confondu avec le mode d'action de l'homme sur la nature.

Le langage est, par suite, le véhicule occasionnel des informations et des ordres, mais surtout des traditions mythologiques et des croyances magiques. Légendes mythologiques et croyances magiques sont un fruit de l'exercice de la pensée verbale spontanément alogique.

La vie mentale des primitifs n'est pas cependant davantage l'anarchie mentale qu'elle n'est l'anarchie sexuelle ou l'anarchie économique. Elle comporte sous tous ses aspects une discipline extrêmement rigoureuse qui d'ailleurs révèle indirectement la pression formidable des tendances anarchiques qui, si elles étaient abandonnées à elles-mêmes, auraient tôt fait de détruire le groupe social.

Le conformisme mental des sociétés primitives revient à une sorte de tabou qui s'oppose non pas à la contradiction interne de la pensée individuelle, mais à la contradiction externe qui placerait des opinions particulières en marge des croyances collectives. La pensée mystique des peuples primitifs fourmille de croyances qui nous paraissent des absurdités logiques telles que les croyances totemiques à l'identité de nature entre un groupe social humain et une espèce animale ou végétale (le totem). Pour reprendre l'exemple classique, par lequel Lévy-Bruhl illustre sa conception d'un stade pré-logique dans l'évolution de la pensée humaine, les hommes de la tribu australienne des Bororo s'identifient à l'espèce animale des Arara (perroquets), et le dilemme : homme ou perroquet, que s'amuse à leur poser les Européens, n'a pour eux aucune espèce de sens.

Cependant, une règle impérieuse oppose une limite infranchissable au droit de dire et d'imaginer n'importe quoi : chaque individu du groupe social est tenu de ne jamais opposer aux croyances collectives des croyances particulières qui les contrediraient. Nul n'a le droit de contredire ce qui est admis en commun par le groupe social dont il fait partie.

Lorsque la société féodale hiérarchisée avec ses castes militaires et sacerdotales succède à la société communiste primitive, l'autorité jusqu'alors diffuse dans le groupe qui compose le conformisme mental ainsi que les autres tabous, est accaparée par certains individus qui deviennent les maîtres de la société. La caste sacerdotale, en particulier, exerce l'autorité qui permet de maintenir le conformisme mental dans le troupeau humain. Elle devient conservatrice des croyances transformées en dogmes.

Le dogme religieux est une croyance imposée par l'autorité sacerdotale que nul n'a le droit de contredire. Les dogmes chrétiens (la trinité, la transsubstantiation, etc.) recèlent, au point de vue de la simple logique, des contradictions internes apparentes à tout esprit sain, et ils ne se sont maintenus qu'en vertu de la règle du conformisme mental qui considérerait la discussion comme une manifestation d'insubordination sociale.

Le stade pré-logique avec la règle du conformisme mental, unique source de la discipline intellectuelle qui le caractérise, ne peut être surmonté que par d'importantes transformations dans la structure même de la société.

La transformation des croyances collectives en dogmes maintenus par l'autorité d'une caste particulière indique déjà qu'il est menacé.

Lorsque le groupe social, au lieu d'être une unité fermée sur elle-même, commence à s'ouvrir au dehors et à s'insérer dans un réseau complexe d'échanges commerciaux, lorsque les fonctions particulières commencent à se différencier à l'intérieur du groupe, le conformisme mental commence à fléchir. La discussion, c'est-à-dire la confrontation des opinions différentes, naît aux points d'interférence des divers groupes sociaux et des diverses activités au sein de la même société. L'homogénéité primitive est rompue.

Ces transformations caractérisent le passage de l'économie naturelle du communisme primitif à l'économie marchande, forme naissante du capitalisme. Elles supposent un certain progrès dans le développement des forces productives qui permet en même temps de réduire l'importance des pratiques et des croyances magiques et religieuses.

Lorsque les fonctions particulières commencent à se différencier à l'intérieur du groupe, le conformisme mental commence à fléchir. La discussion, c'est-à-dire la confrontation des opinions différentes, naît au point d'interférence des divers groupes sociaux et des diverses activités sociales dans la même société.

La discussion en tant qu'activité sociale présente de nombreuses analogies avec l'échange et l'on pourrait montrer que c'est à l'occasion des opérations de l'échange qu'elle se manifeste initialement.

Les règles de la logique, qui ne sont autres que les règles de la discussion apparaissent alors comme une réaction contre la tendance à l'anarchie intellectuelle, réaction opérée par des méthodes moins primitives que celles qui étaient employées jusqu'alors. Elles font la part du feu en concédant à l'individu le droit d'avoir une opinion distincte qui contredise celle d'un autre individu, mais elles limitent le droit de dire n'importe quoi en l'astreignant à ne pas se contredire au cours de la discussion. Chacun est tenu tout au moins à se conformer à sa propre pensée, s'il a le droit de ne pas se conformer à celle des autres. Telle est la signification simple et fondamentale des règles de la logique. En astreignant ceux qui discutent, à ne pas se contredire, elles leur donnent une prise les uns sur les autres et les mettent hors d'état de se dérober et de continuer à prétendre avoir raison même lorsqu'ils ont tort. La discussion soumise aux règles logiques, peut aboutir à une solution, puisqu'il ne peut se faire, si l'on a pris certaines précautions, que l'on ait tort et raison à la fois.

Historiquement, la bourgeoisie révolutionnaire apparaît dès ses origines, comme la classe qui a revendiqué les droits du libre examen et du contrôle logique contre la méthode d'autorité et les divagations de la pensée magico-religieuse.

En ce sens, la discussion, le libre-examen, le souci de la logique, sont bien comme on le dit souvent quelque « bourgeois ». La bourgeoisie a fait des règles de la logique des « vérités éternelles », des lois naturelles de la pensée humaine et presque du cours des choses, parce qu'à ses origines, elle croyait représenter « l'homme éternel », et par ce qu'elle était portée à attribuer une valeur illimitée à toutes ses conquêtes. Seulement, nous ne devons pas oublier qu'en aucun cas, un dépassement de la logique dans ce qu'elle a de limité, ne saurait signifier un retour en arrière à des formes de pensée pré-logiques, pas plus que le communisme moderne ne saurait signifier un retour à la barbarie du communisme primitif. La pensée logique rationnelle opposée à la fois à l'autorité et au conformisme dans l'absurdité, fait partie de ces conquêtes historiques de la bourgeoisie sur lesquelles doit nécessairement s'appuyer toute construction révolutionnaire. Les déprécier en raison de leurs origines bourgeoises revient en fait, à faire le jeu de la bourgeoisie décadente d'aujourd'hui qui voudrait bien les ensevelir pour sauver les bases de tout ce qui pourrait s'élever au-dessus d'elle.

Les outils les plus simples se retrouvent dans les machines les plus complexes et les plus perfectionnées et sans les outils, tous les rouages de ces machines ne serviraient absolument de rien. Il en est de même des rapports de la logique, outil simple de la connaissance et de la dialectique, système complexe destiné à une meilleure utilisation de l'outil.

Dans une prochaine étude, nous examinerons l'opposition qui existe entre l'interprétation idéaliste et l'interprétation matérialiste de la dialectique.

ANDRE ARIAT.

Vers la fin de décembre 1918, le gouvernement et les autorités militaires de la « République française » rétrocédaient à la « République socialiste allemande » les mitrailleuses lourdes, les autos blindées et les munitions dont ses troupes étaient dépourvues. Le prolétariat allemand mourait de faim et ses écarts de conduite auraient pu compromettre « la cause du socialisme et de la paix ».

Quelques jours après, le 15 janvier 1919, l'insurrection Spartakiste était étouffée dans le sang. La trahison du parti social-démocrate indépendant, l'alliance ouverte du gouvernement « rouge » d'Ebert-Scheidemann avec les assassins professionnels de l'armée impériale avaient tracé à jamais un fossé funèbre entre le socialisme nationalisateur ou capitalisme d'Etat et le communisme d'expropriation et d'émancipation intégrales. Le premier se caractérisait comme le dernier mot de la politique bourgeoise, le second comme le seul moyen de salut des classes ouvrières hors du chaos capitaliste actuel.

Cette démonstration par le fait avait coûté le sang prolétarien le plus précieux, mais sans doute l'expérience n'en avait pas été payée encore assez cher : deux des plus grands flambeaux qui aient jamais éclairé la révolution des prolétaires par eux-mêmes allaient sombrer dans la nuit. KARL et ROSA, héros et guides des masses, lâchement assassinés allaient retrouver dans le même champ de repos les assiégés du Vorwaerts, massacrés sous le drapeau parlementaire pour le compte des propriétaires de ce journal « socialiste », et d'autres victimes anonymes d'une lutte désespérée pour la liberté et pour le pain.

Aujourd'hui, la fosse commune de Berlin-Lichtenberg, avec ses morts étroitement rangés côte-à-côte, sa terre molle où ne pousse ni gazon, ni fleurs, et ses plaques uniformément gravées au nom des victimes sans autre mention qu'une double date : naissance et sacrifice — garde austèrement le souvenir des premiers milliers d'ouvriers allemands tombés en 1919 pour la cause prolétarienne. Là, Luxembour, Liebknecht, Logichés, voisins de tombe, sont fraternellement mêlés à leurs obscurs camarades sans que rien ne les distingue au milieu de ce charnier des victoires réactionnaires.

LA « VICTOIRE » DE L'ORDRE

« L'ordre règne à Varsovie », annonça le ministre Sebastini à la Chambre française, lorsqu'après un assaut terrible sur le faubourg de Praga, la soldatesque de Souvoroff eut pénétré dans la capitale polonaise, commençant son travail de bourreau contre les insurgés.

« L'ordre règne à Berlin ! », proclame triomphalement la presse bourgeoise, les ministres Ebert et Noske, les officiers des « troupes victorieuses » pour qui la racaille petite-bourgeoise de Berlin agite ses mouchoirs et pousse des hurrahs ! La gloire et l'honneur des armes allemandes sont sauvés devant l'histoire mondiale. Ceux qui se sont fait battre misérablement en Flandre et dans l'Argonne, ont rétabli leur renommée par la victoire brillante tirée des trois cents Spartakistes qui leur ont résisté dans le « Vorwaerts ». Les temps des premières et glorieuses irruptions des troupes allemandes en Belgique, les temps du général von Emmich, de l'immortel vainqueur de Liège, pâlissent devant les exploits des Reinhardt « et camarades » dans les rues de Berlin. Des délégués des assiégés du « Vorwaerts » envoyés en parlementaires pour traiter la reddition — tellement abîmés à coups de crosse par la soldatesque gouvernementale qu'il ne fut pas possible de reconnaître leurs cadavres, — des prisonniers collés au mur et assassinés de telle sorte que l'on faisait éclater les crânes et gicler la cervelle : qui pense encore devant ces hauts faits aux défaites honteuses infligées par les Français, les Anglais et les Américains ? Spartacus est l'ennemi, Berlin le champ de bataille, devant qui nos officiers savent vaincre. Noske « l'ouvrier » est le général qui sait organiser la victoire, là où Ludendorff reste court.

Qui ne pense ici à l'ivresse victorieuse des meutes de « l'Ordre » dans Paris, à la bacchanale de la bourgeoisie sur les cadavres des combattants de la Commune, cette même bourgeoisie qui venait de capituler pitoyablement devant les Prussiens et qui avait livré la capitale du pays à l'ennemi extérieur, pour fuir elle-même comme les derniers des lâches ! En face des prolétaires parisiens affamés et mal équipés, contre leurs femmes et leurs enfants sans armes — comme il s'enflammaient par contre, le courage viril de ces fils à Papa de la « jeunesse dorée » qui commandaient dans les rangs de Versailles ! Comme elle s'en donnait à cœur joie, cette bra-

Le dernier écrit de Rosa Luxembour (14 janvier 1919)

L'ORDRE RÈGNE A BERLIN !

voire des fils de Mars — naguère pliés en deux devant l'ennemi extérieur — dans des cruautés bestiales sur des victimes sans défense, sur des prisonniers, sur des mourants !

« L'ordre règne à Varsovie ! », « l'ordre règne à Paris ! », « l'ordre règne à Berlin ! » C'est ainsi que les proclamations des gardiens de « l'Ordre » à travers les armées se répandent d'un centre à l'autre de la lutte historique mondiale. Et la jubilation des vainqueurs ne remarque pas qu'un « Ordre » qui doit périodiquement être maintenu par des boucheries sanglantes, va sans arrêt vers sa destinée historique, vers sa fin.

QUE SIGNIFIAIT LA « SEMAINE DE SPARTAKUS » ?

Qu'a-t-elle apporté, que nous enseigne-t-elle ? Encore au milieu de la lutte, au milieu des hurlements victorieux de la contre-révolution, les prolétaires révolutionnaires doivent se rendre compte de ce qui est arrivé, mesurer les événements et leurs résultats à la grande mesure historique. La Révolution n'a pas de temps à perdre, elle poursuit son assaut ; par-dessus les tombes encore ouvertes, par-dessus les « victoires » et les « défaites », elle marche vers ses grands buts. Reconnaître ses lignes d'orientation, suivre ses voies avec conscience, c'est là la tâche essentielle de ceux qui luttent pour le socialisme international.

Pouvait-on s'attendre à une victoire définitive du prolétariat révolutionnaire dans ce conflit, le renversement des Ebert-Scheidemann et une réalisation de la dictature socialiste ? Certainement pas, si l'on prend mûrement en considération tous les facteurs qui décident de la question. Le point vulnérable de la chose révolutionnaire en ce moment : la non-maturité politique de la masse des soldats qui, toujours encore, permettent à leurs officiers d'abuser d'eux en faveur des buts contre-révolutionnaires des ennemis du peuple, est déjà en elle-même une preuve de l'impossibilité de voir sortir de ce conflit une victoire durable de la révolution. D'autre part, cette non-maturité du soldat n'est par elle-même qu'un symptôme de la non-maturité générale de la révolution allemande.

La grande plaine, d'où provient la majorité des soldats, reste, après comme avant, en dehors du champ d'influence de la révolution. Berlin est jusqu'à présent dans le Reich tout comme un homme isolé. Les centres révolutionnaires de la province, en Rhénanie, Wasserkante, Brunswick, Saxe, Wurtemberg... sont corps et âme du côté du prolétariat berlinois. Mais pour le moment, ce qui manque encore, c'est l'immédiate communauté de rythme dans la marche en avant, c'est la concordance directe de l'action, qui seules peuvent donner à l'élan et à la combattivité des ouvriers de Berlin une efficacité incomparable. En plus de cela — et c'est là seulement une concordance plus profonde de cette non-maturité politique de la révolution — les luttes économiques, véritables sources volcaniques où s'alimente continuellement la lutte de classe révolutionnaire, sont encore dans leur stade initial.

De tout cela résulte qu'on ne pouvait pas compter sur une victoire décisive et durable en ce moment. La lutte de ces der-

nières semaines était-elle à cause de cela « une faute ». Oui, s'il s'agissait d'un déclenchement intentionnel, de ce qu'on appelle un « putsch » ! Mais quel était le point de départ de la dernière semaine de lutte ? Comme chaque fois dans les cas précédents, comme pour le 6 décembre, comme pour le 24 décembre : une provocation brutale du gouvernement. Comme naguère l'assassinat des manifestants désarmés de la Chaussée-strasse, comme la boucherie des matelots, cette fois encore l'attentat de la Préfecture de police de Berlin fut la cause de tous les événements. Car la révolution n'opère pas suivant ses libres décisions, en terrain découvert, d'après un plan de manœuvres dressé par un « stratège ». Ses ennemis ont aussi leur initiative, et même ils la prennent, en règle générale, bien plus souvent que ne fait la Révolution elle-même.

M's devant le fait de la provocation insolente d'Ebert-Scheidemann les ouvriers révolutionnaires étaient forcés de prendre les armes. Oui, c'était la révolution une question d'honneur de répondre tout de suite à l'attaque de toutes ses forces ; sinon on encourageait la contre-révolution à réaliser une nouvelle étape, et on ébranlait ainsi avec les rangs révolutionnaires du prolétariat, le crédit moral de la révolution allemande dans l'Internationale tout entière.

« LA MEILLEURE PARADE EST UN BON COUP D'AUDACE »

La résistance immédiate sortit si spontanément, avec une énergie tellement évidente, du sein des masses berlinoises, que dès le premier contact, la victoire morale fut du côté de la rue. C'est une loi intérieure à la révolution de ne jamais pouvoir supporter l'inactivité après un pas en avant. La meilleure parade est un bon coup d'audace. Cette règle élémentaire de toute lutte régit à plus forte raison tous les pas de la révolution. Elle va d'elle-même et démontre l'instinct sain, la force du prolétariat de Berlin — cette

combattivité qu'il a manifestée en ne se contentant pas de la réintégration d'Eichhorn dans sa fonction, mais en marchant spontanément à la conquête des autres places de la contre-révolution : la presse bourgeoise et son agence de presse officielle, le « Vorwaerts ». Toutes ces mesures sortirent de la masse, parce qu'il avait été instinctivement reconnu que la contre-révolution de son côté ne se tranquilliserait pas sur la défaite qu'elle avait essuyée et qu'elle chercherait à provoquer une bataille où toutes les forces se mesureraient.

Ici aussi, nous nous trouvons devant une des grandes lois historiques de la révolution, contre laquelle se brisent toutes les finasseries des petits machiavels « révolutionnaires » du genre de l'U. S. P., qui dans chaque lutte cherchent seulement des prétextes pour battre en retraite. Dès que le problème fondamental de la révolution a été établi clairement — et c'est dans cette révolution le renversement du gouvernement Ebert-Scheidemann comme dernier obstacle devant la victoire du socialisme — ce problème fondamental surgit de nouveau dans toute son actualité, et chaque épisode particulier de la lutte

étoile, avec la fatalité d'une loi naturelle, le problème dans toute son étendue si peu préparée que soit encore la révolution vis-à-vis de sa solution, si peu mûres que soient les circonstances. « A bas Ebert-Scheidemann ! » — ce mot d'ordre surgit inévitablement dans chaque crise révolutionnaire, comme la seule formule épuisant le contenu de tous les conflits partiels et par là, il pousse par lui-même, par sa logique objective intérieure — et qu'on le veuille ou non, — tout épisode de lutte à son point culminant.

Il résulte de cette contradiction entre l'aggravation de la tâche et les conditions préalables insuffisantes pour son accomplissement, dans la phase de début du développement révolutionnaire, que les luttes partielles de la révolution finissent toutes par une « défaite » formelle. Mais la révolution est la seule forme de « guerre » — et c'est là aussi une loi de vie qui lui est propre — où la victoire finale ne peut être préparée que par une série de « défaites ».

Que nous montre toute l'histoire des révolutions modernes et du socialisme ? Le premier flambeau de la lutte de classe en Europe : l'insurrection des tisseurs de soie lyonnais en 1831, se termina par une lourde défaite. Le mouvement des Chartistes en Angleterre — par une défaite. Le soulèvement du prolétariat à Paris dans les journées de Juin 1848 finit par une défaite écrasante. La Commune de Paris finit par une défaite terrible. Tout le chemin du socialisme — autant que des luttes révolutionnaires entrent en considération — est pavé de défaites, et malgré cela, cette même histoire mène pas à pas, inévitablement, vers la victoire définitive ! Ou serions-nous aujourd'hui, sans ces « défaites » dans lesquelles nous avons puisé l'expérience historique, la reconnaissance de la réalité, la puissance et l'idéalisme ! Aujourd'hui que nous nous sommes avancés jusqu'au seuil de la bataille finale, dans la lutte de classe prolétarienne, c'est précisément sur ces défaites que nous avons les pieds. Nous ne pourrions nous passer d'aucune. Chacune fait partie de notre force et de notre clarté de but.

VICTOIRE DANS LA DEFAITE ET DEFAITE DANS LA VICTOIRE

Les révolutions nous ont apporté jusqu'à aujourd'hui des défaites continuelles, mais ces défaites inévitables sont pour l'avenir autant de garanties de la victoire finale. ... Tout cela à une condition ! Il s'agit de savoir dans quelles circonstances les défaites correspondantes avaient été subies : si elles résultaient de ce que l'énergie de lutte des masses lancées à l'assaut se heurtaient aux limites d'une insuffisante maturité des conditions historiques préalables ou de ce que l'action révolutionnaire elle-même était paralysée par l'indécision, la tiédeur, les faiblesses intérieures.

Exemples classiques de ces deux cas : d'une part la révolution française de février, de l'autre, la révolution allemande de mars. L'action héroïque du prolétariat de Paris en 1848, est devenue la source vivante des énergies de classe pour le prolétariat international tout entier. Les défaillances pitoyables de la révolution allemande de mars (de la même année) ont été traînées comme un boulet par tout le développement moderne en Allemagne. Elles ont eu leur prolongement à travers l'histoire officielle de la social-démocratie allemande, jusque dans les événements les plus récents de notre révolution, — jusque dans la crise dramatique que nous venons de vivre.

Comment apparaît la défaite de cette fameuse « Semaine de Spartacus » à la lumière de la précédente question historique ? Est-ce que c'a été une défaite de l'audacieuse énergie révolutionnaire et de l'insuffisante maturité de la situation ? Ou bien au contraire, une déroute de faiblesse et de tiédeur dans l'action ?

Les deux ! Le caractère à double face de cette crise, la contradiction entre l'attitude pleine de force, décidée, offensive, des masses berlinoises et l'indécision, la timidité, le manque de conviction des chefs berlinois est la caractéristique particulière de cet épisode le plus récent.

La direction a avorté. Mais la direction peut et doit être créée par les masses et sortir des masses. Les masses sont le facteur décisif, elle sont le rocher sur lequel la victoire finale de la révolution sera édiflée. Les masses étaient à la hauteur elles ont fait de cette « défaite » un chaînon de ces défaites historiques qui sont l'orgueil et la force du socialisme international. Et à cause de cela, c'est de cette « défaite » que fleurira la victoire prochaine.

« L'ordre règne à Berlin ! » O bourgeois stupides ! Votre « ordre » est construit sur le sable. La révolution se dressera demain dans toute sa hauteur avec fracas, et à votre terreur elle annoncera avec toutes ses trompettes :

J'ETAIS, JE SUIS, JE SERAI !

Le dernier discours de Karl Liebknecht (14 janvier 1919)

MALGRÉ TOUT...

« Assaut général sur Spartacus ! A mort les Spartakistes ! Saisissez-les, fouettez-les, transpercez-les, fusillez-les, foulez-les aux pieds, déchirez-les en lambeaux ! » Des horreurs à faire pâlir celles des troupes allemandes en Belgique...

Spartacus est terrassé ! Hurlements d'algèresse depuis la « Post » jusqu'au « Vorwaerts » !

Spartacus est terrassé ! Et les sabres, les revolvers, les mousquetons de la vieille police germanique reconstituée sur le désarment des ouvriers révolutionnaires mettront le sceau à notre défaite. Spartacus est terrassé ! Sous la garde des baionnettes du colonel Reinhardt, des mitrailleuses et des lance-mines du général Lüttwitz, les élections à l'Assemblée nationale se déroulent enfin — et ce sera le plébiscite de Louis-Napoléon-Ebert.

Spartacus est à terre ! C'est vrai ! Les ouvriers révolutionnaires de Berlin ont été écrasés ! C'est vrai ! Massacrés par centaines les meilleurs d'entre eux ! C'est vrai ! Jetés aux cachots un millier d'entre les plus fidèles !...

Oui, ceux-là sont vaincus. Car ils ont été abandonnés par les matelots, par les soldats, par les corps de protection, par la milice populaire, par tous ceux sur l'aide desquels ils avaient fermement compté.

Mais surtout leur force a été paralysée par l'indécision et la faiblesse des chefs qu'ils s'étaient donnés. Et l'immense marée de boue de la contre-révolution, issue des couches arriérées du peuple et du reflux des classes possédantes, les a tous enlisés et noyés.

Oui, ils sont battus. Et leur défaite était un commandement de l'histoire. Les temps n'étaient pas révolus. La révolution n'était pas mûre. Et cependant la lutte était inévitable. Laisser aux Eugen Ernst, Hirsch et consort la possibilité de reprendre la Préfecture de police, devenue le palladium de la révolution, c'eût été la déroute et le déshonneur sans remède. La lutte fut imposée au prolétariat par toute la bande à Ebert; et avec un rugissement spontané, les masses berlinoises se soulevèrent, balayant doutes et hésitations.

Eh bien, oui ! Les ouvriers révolutionnaires de Berlin sont écrasés.

Et les Ebert-Scheidemann-Noske sont victorieux. Ils le sont parce que les généraux, la bureaucratie, les seigneurs des cheminées d'usine et ceux des carrés de choux, les calotins, les sacs d'argent, tout ce qui est asthmatique, borné et rétrograde, se tenait derrière eux, et a remporté pour eux la victoire, par la vertu des bombes à gaz, des mitrailleuses et des grenades.

Mais il y a des défaites qui sont des victoires, et des victoires plus honteuses que des défaites.

Les vaincus de la semaine sanglante de janvier ont combattu glorieusement. Ils ont lutté pour une grande cause, pour les buts les plus nobles de l'humanité souffrante, pour la délivrance spirituelle et matérielle des masses asservies. Ils ont versé leur sang pour une tâche sacrée, et ainsi leur sang fut sacré. Et de chaque goutte de leur sang naîtront des vengeurs à ceux qui sont tombés, de chaque fibre déchiquetée sortiront de nouveaux combattants à la haute cause qui est éternelle et impérissable comme le firmament.

Les vaincus d'aujourd'hui seront les vainqueurs de demain. Car la défaite est leur enseignement. Le prolétariat allemand manque encore d'expérience et de tradition révolutionnaires. Et ce n'est qu'à travers un calvaire d'essais tâtonnants, d'erreurs juvéniles, de rechutes et d'insuccès douloureux qu'il pourra acquérir l'éducation pratique qui garantit le succès futur.

Pour les forces primitives, élémentaires, de la révolution sociale, dont la croissance irrésistible constitue la loi vivante du développement social, défaite signifie : stimulant. Et de défaite en défaite, leur chemin conduit à la victoire.

...Et les vainqueurs d'aujourd'hui ? Ils font leur infâme besogne sanglante pour une cause infâme. Pour les puissances du passé, les ennemis mortels du prolétariat.

Et aujourd'hui déjà leur destin s'apprête ! Aujourd'hui déjà, ils sont les prisonniers de ceux qu'ils pensaient utiliser comme des instruments et dont ils étaient eux-mêmes les outils — depuis toujours.

La social-démocratie donne encore son nom à la firme du saint empire chrétien-germanique. Mais le délai qui lui est accordé n'est qu'un quart d'heure de grâce.

Les traités sont déjà au pilori de l'histoire. Jamais de tels Judas n'ont vécu dans le monde, eux qui non seulement ont ven-



du leur cause la plus sacrée, mais l'ont clouée encore sur la croix, de leurs propres mains. De même que la social-démocratie officielle allemande est tombée plus bas que toute autre en août 1914, de même elle offre maintenant, à l'aurore de la révolution sociale, l'image la plus exécrationnelle.

La bourgeoisie française, pour trouver les bourreaux de juin 1848 et ceux de mai 1871, dut les prendre dans ses propres rangs. La bourgeoisie allemande n'a pas besoin de se donner cette peine-là — des social-démocrates se sont offerts pour cette œuvre sale et méprisable, sanglante et lâche — son Cavaignac, son Gallifet se nomme Noske, « l'ouvrier allemand » !

Le son des cloches appelait au massacre. Avec de la musique et des mouchoirs agités, les capitalistes sauvés de la « terreur bolchevique » fêtaient maintenant la soldatesque providentielle.

La poudre fume encore; le feu de l'assassinat des travailleurs couve encore sous la cendre; les prolétaires égorgés gisent encore où ils sont tombés, et les blessés saignent encore de toutes leurs plaies, tandis qu'ils font défilier en parade les bataillons assassins, ces messieurs Ebert, Scheidemann et Noske, gonflés d'un orgueil vicieux !

Mais déjà le prolétariat du monde se détourne, frémissant de ces vainqueurs qui osent tendre à l'Internationale leurs mains fumantes du sang des ouvriers allemands ! Ils sont repoussés avec dégoût et mépris, même par ceux qui, dans le vacarme de la guerre mondiale, avaient eux-mêmes foulé aux pieds les devoirs du socialisme. Souillés, exclus des rangs de toute l'humanité décente, chassés à coup de fouet hors de l'Internationale, haïs et maudits par chaque prolétaire révolutionnaire, c'est ainsi qu'ils sont devant le monde.

Et toute l'Allemagne a été précipitée dans la honte — par eux. Des traîtres à leurs frères gouvernent le peuple allemand ! Des assassins fratricides ! « A moi l'écrivoire ! » cela devait être dit !

Ah ! leur gloire ne peut pas durer longtemps. Un quart d'heure de grâce, et ils seront jugés !

Leur règne allumera dans des millions de cœurs les brasiers de la révolte. La révolution du prolétariat qu'ils ont pensé noyer dans le sang se levera au-dessus d'eux — une géante ! Sa première parole sera : « A bas les assassins d'ouvriers Ebert-Scheidemann-Noske ! »

Les vaincus d'aujourd'hui ont appris. Ils sont guéris de l'illusion : pas de salut à espérer de l'appui des cohues sans âme inextricablement embarrasées de traditions disciplinaires ! Ils sont guéris de l'illusion : il ne faut plus s'en remettre à l'initiative des chefs qu'ils se sont montrés impuissants et incapables ! Ils sont guéris de la foi dans le parti centriste (la social-démocratie dite « indépendante ») qui les a abandonnés ignominieusement. Basés sur eux seuls, ils livreront les batailles futures. Par eux et pour eux, ils remporteront les victoires de l'avenir. Et la parole suivant laquelle l'émancipation de la classe ouvrière ne pourra être l'œuvre que de la classe ouvrière elle-même, cette parole aura gagné à travers l'expérience amère de cette dernière semaine une signification nouvelle et profonde.

Et jusqu'à ces soldats abusés et égarés, reconnaître bientôt quel jeu on joue avec eux, lorsqu'ils sentent de nouveau s'abattre sur eux le knout du militarisme reconstitué; eux aussi se réveilleront de l'ivresse qui les possède encore.

« Spartacus est terrassé ! »

Oh ! doucement ! Nous ne nous sommes pas enfuis ! Nous ne nous sommes pas battus ! Et s'ils nous enchaînent, nous sommes là et nous restons là ! Et la victoire sera nôtre.

Car Spartacus, cela signifie feu et esprit, cela signifie âme sœur, cela signifie volonté et action de la révolution du prolétariat ! Et Spartacus, cela signifie toute la misère et toute l'aspiration vers le bonheur, toute la conscience de classe du prolétariat et toute son audace à la lutte. Car Spartacus, cela signifie socialisme et révolution mondiale.

Le chemin de Golgotha de la classe ouvrière allemande n'est pas encore terminé. Mais le jour de la délivrance approche. Le jour du jugement pour les Ebert-Scheidemann-Noske et pour les puissants du capitalisme qui se cachent aujourd'hui encore derrière eux. Les vagues des événements battent jusqu'au ciel — nous avons l'habitude d'être précipités du sommet dans la profondeur. Mais notre navire suivra sa route inflexible et fière — droit jusqu'au but.

Et que nous soyons ou non parmi les hommes quand le but est atteint, notre programme vivra; il dominera le monde de l'humanité délivrée. Malgré tout !

Aux fracas de l'effondrement économique dont les grondements déjà s'approchent, les troupes endormies des prolétaires se réveilleront comme aux fanfares du jugement dernier; et les cadavres des lutteurs assassinés se mettront debout et demanderont compte à ceux qui sont chargés de malédictions. Aujourd'hui, ce n'est encore que le mugissement souterrain du volcan; demain, il éclatera en éruption et il les enterrera tous dans les cendres brûlantes et les fleuves de lave.

MARX ET LES SYNDICATS

Le principal intérêt de cet ouvrage est de fournir un répertoire précieux des principaux textes de Marx et d'Engels sur la question syndicale et le mouvement syndical de leur époque. Une sorte de commentaire perpétuel du secrétaire actuel de l'Internationale Syndicale rouge accompagne ces textes. La préface avertit que l'ouvrage fait partie d'une trilogie où Staline prendra place après Marx et Lenine.

La préoccupation dominante de Losovsky ne paraît pas avoir été de faire œuvre d'historien critique en replaçant les textes de Marx et d'Engels dans les diverses situations historiques qui en précisent la signification. Plutôt qu'à l'histoire critique, le commentaire de Losovsky appartient au genre que les théologiens appellent exégèse apologétique. Il s'agit de justifier par la méthode d'autorité, en s'appuyant sur des auteurs incontestables, la politique syndicale actuelle de l'Internationale Communiste. Cette politique est, on le sait, caractérisée par le dogme de la subordination des syndicats au parti politique. Le problème posé par Losovsky revient à chercher dans les écrits de Marx et d'Engels, la justification de ce qu'on appelle en France depuis le Congrès de la C. G. T. U. de 1929, le rôle dirigeant du parti. Losovsky va même plus loin, car il se déclare franchement partisan de la fusion organique de l'Internationale Syndicale Rouge et de l'Internationale Communiste. L'autonomie formelle des Syndicats rouges n'est pour lui qu'un pis aller.

La démonstration de la concordance entre la pensée de Marx et d'Engels et l'attitude du bolchevisme actuel dans les questions syndicales, n'est pas sans présenter de sérieuses difficultés. On a sans cesse l'impression que les auteurs et leur commentateur ne parlent pas des mêmes choses, ce qui explique facilement la différence des plans historiques dont ce genre d'exégèse fait abstraction. Il en est ainsi dans la conclusion, lorsque Losovsky s'appuie sur l'exemple de la première Internationale qui admettait des organisations syndicales dans son sein pour réclamer l'adhésion des syndicats rouges à la III^e Internationale. La I^{re} Internationale, par sa structure, se situe juste aux antipodes de la III^e. La I^{re} Internationale admettait dans son sein les tendances les plus diverses et les plus opposées du mouvement ouvrier : trade-unionistes, anarchistes, proud'honiens, marxistes, etc. Elle n'était en rien une Internationale de parti réservée en monopole exclusif à une tendance. « Les communistes, selon le mot de Marx lui-même, ne forment pas un parti distinct des autres partis ouvriers ». La III^e Internationale est au contraire une Internationale de parti, l'Internationale Communiste, constituée sur la base d'un monolithisme rigoureux, absolument exclusif de tout ce qui n'est pas elle. Selon ses statuts, elle forme un parti mondial unique et centralisé, où les fractions ne sont pas admises et où aucune autonomie n'est reconnue aux sections nationales.

L'intégration des syndicats à une Internationale ouvrière unique a donc une signification très différente selon qu'il s'agit d'une Internationale du type de la I^{re} et de la III^e, et il est abusif de conclure de l'une à l'autre. En 1919, les camarades syndicalistes espagnols de la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail) avaient donné, sans renoncer le moins du monde, ni à leur anarchisme anti-étatique, ni à leur syndicalisme actionnaire des partis politiques, leur adhésion à la III^e Internationale par ce qu'ils croyaient voir se former une Internationale du type de la I^{re}. Détrompés, ils devaient se retirer bien vite.

Lorsque, pour justifier la subordination des syndicats au rôle dirigeant d'un parti politique, Losovsky s'appuie sur les textes où Marx recommande aux syndicats de ne pas limiter leur activité aux revendications économiques partielles et de s'élever aux luttes politiques, il se produit une équivoque du même ordre. Il se trouve justement que, pas un seul instant, et dans aucun de ces textes, Marx n'entend que cette lutte politique doive être menée par un organe distinct des syndicats. Ce sont les syndicats eux-mêmes qui, selon Marx, doivent s'élever à une fonction plus haute que celle de la direction des luttes partielles

(1) Losovsky : Marx et Les Syndicats (E.S.I.).

« en tant que forgers d'organisation de la classe ouvrière dans l'intérêt puissant de son organisation complète ». (p. 18). Le texte suivant, cité par Losovsky, page 20, montre clairement ce que Marx entendait par « politique » et par « économique » : « La tentative d'arracher dans une seule fabrique ou une seule branche d'industrie une réduction du temps de travail, est un mouvement purement économique. Par contre, le mouvement pour arracher la loi de huit heures est un mouvement politique. Et c'est de cette façon que, de tous les mouvements économiques isolés des ouvriers, surgit partout un mouvement politique, c'est-à-dire un mouvement de classe pour faire triompher ses intérêts sous une forme ayant la forme sociale contraignante. »

Par « mouvement de classe », Marx et Engels entendaient-ils un mouvement politique au sens actuel du mot placé au-dessus des syndicats pour les diriger ? On tombe ici sur le fameux texte de l'interview donnée par Marx à l'ouvrier Hamann en 1869 et qui a déjà fait couler tant d'encre. Marx s'y prononce sans aucune ambiguïté possible pour l'indépendance organique des syndicats vis-à-vis des associations politiques qu'elles soient. « Jamais les syndicats ne doivent être rattachés à une organisation politique s'ils veulent accomplir leur tâche ; le faire, c'est leur porter un coup mortel. Les syndicats sont les écoles du socialisme. C'est dans les syndicats que les ouvriers s'éduquent et deviennent socialistes parce que tous les jours se mène sous leurs yeux la lutte avec le capital. Tous les partis politiques, quels qu'ils puissent être, n'enthousiasment les masses, qu'un certain temps, momentanément : les syndicats par contre captent la masse d'une façon durable : seuls ils sont capables de représenter un véritable parti ouvrier et d'opposer un rempart à la puissance du capital... » (l. p. 143.)

Remarquons en passant combien ce texte éclaire l'expression d'« école du socialisme » souvent citée depuis. Par école du socialisme, Marx n'entend nullement une école dogmatique où les ouvriers trouveraient des professeurs qui seraient chargés de leur infuser la conscience de classe en les traitant en enfants mineurs. Il entend une école vivante où chaque prolétaire apprend sur la base de sa propre expérience.

Losovsky se montre naturellement fort embarrassé devant ce texte. Il va même jusqu'à reprocher véhémentement au P. C. allemand de l'avoir inséré dans une édition populaire (sic) des œuvres de Marx. Il prend le parti de mettre en doute l'authenticité de l'interview. Hamann, qui aurait été un partisan de l'indépendance du syndicalisme, l'aurait tout au moins « retouchée ». Le fonds lui paraît en contradiction avec tout le reste des écrits de Marx.

Malheureusement pour Losovsky, aucun de ces arguments ne peut être retenu.

L'interview a été publiée en 1869 du vivant de Marx et Marx, d'après tout ce que nous savons de lui, n'était pas homme à laisser travestir sa pensée par excès de bon garçonisme et encore moins à laisser passer par étourderie des choses semblables. Hamann, auquel l'interview a été donnée, n'était nullement, comme le dit Losovsky, un partisan de l'indépendance du syndicalisme, ayant intérêt à déformer le texte de l'interview dans ce sens, mais exactement l'opposé. Hamann était membre de la section métallurgiste de l'Association générale des ouvriers allemands, secte Lassallienne dirigée par Schweitzer, dont l'originalité était de constituer un organisme unique politico-syndical. Les Lassaliens, après avoir longtemps, sur les enseignements de leur maître et de la fameuse loi d'airain, que les prétentieux aliborons fascistes de l'Ordre Nouveau, continuent de nos jours à attribuer à Marx), méprisé les syndicats et considéré la lutte économique comme utopique et vaine, s'étaient décidés sur le tard à utiliser le mouvement des syndicats qui s'était formé en dehors d'eux pour l'intégrer à leur mouvement de secte politique au pire sens du mot, et dans un sens où Marx n'a jamais pris le mot, puisqu'il était orienté vers la collaboration avec l'état conçu comme une puissance autonome placée au-dessus des classes.

Le sens de l'interview donnée à Hamann n'est nullement en

contradiction, comme le dit Losovsky avec le reste de la pensée exprimée par Marx et Engels à ce sujet. Losovsky détache arbitrairement l'interview à Hamann de son contexte historique : la lutte contre le Lassalisme qu'il traite dans un autre chapitre et auquel il suffit de se reporter pour que tout s'éclaire. Marx, l'année précédente, écrivait en effet à Schweitzer, chef de l'organisation dont Hamann était membre.

« Vous avez éprouvé sur vous-mêmes l'opposition du mouvement de secte et du mouvement de classe. La secte cherche sa raison d'être dans son point d'honneur, non dans ce qu'elle a de commun (1) avec le mouvement de classe, mais un certain talisman particulier qui la distingue de ce mouvement... Une nouvelle période de développement a commencé dès maintenant, et le moment est venu de dissoudre le mouvement sectaire dans le mouvement de classe et de liquider définitivement toutes les survivances... En ce qui concerne les éléments justes contenus dans la secte, elle aurait dû les introduire dans le mouvement de classe pour l'enrichir. Au lieu de cela, vous avez exigé du mouvement de classe qu'il se subordonne à un mouvement sectaire particulier. Ceux qui n'étaient pas de vos amis en ont conclu que vous vouliez à tout prix conserver votre mouvement ouvrier particulier. » (l. p. 39).

Dans un autre lettre au même Schweitzer, Marx insistait encore sur le péril bureaucratique néfaste à l'éducation même de la classe ouvrière qu'il y aurait à subordonner organiquement le mouvement syndical à un mouvement politique entendu comme mouvement de secte :

« Mais alors, même qu'une telle organisation serait possible (je dois dire d'ailleurs que je la crois tout bonnement impossible), c'est en Allemagne qu'elle serait le moins désirable. Ici l'ouvrier subit dès l'enfance un dressage bureaucratique et fait confiance à ses supérieurs, et c'est ici qu'il importe le plus que l'ouvrier apprenne à marcher sans l'aide des autres ». (l. p. 40).

On pourra retourner ces textes qui éclairaient l'interview d'Hamann de toutes les façons. On ne leur fera pas dire autre chose que ce qu'ils disent. Et l'on ne peut s'empêcher de les trouver d'une actualité brûlante dans la situation actuelle, caractérisée

(1) Souligné par Marx.

LA QUESTION RELIGIEUSE AU MEXIQUE

La propagande réactionnaire du clergé

La propagande incessante à laquelle se livre le clergé s'adresse essentiellement aux masses, c'est-à-dire aux Indiens de la campagne et au prolétariat urbain, lui-même Indien et surtout métis ; elle cherche également à toucher la peu nombreuse classe moyenne, employés, « intellectuels », étudiants.

Il n'est pas difficile de se renseigner sur la propagande religieuse destinée au prolétariat rural et urbain, puisqu'elle se condense en des feuilles imprimées et des brochures répandues à profusion au cours des fêtes. Il suffit d'y jeter un coup d'œil pour s'apercevoir que cette littérature, loin de pouvoir exercer une heureuse influence intellectuelle, ne peut que contribuer à l'entretien d'un esprit prodigieusement borné d'étroite superstition. En vérité, bien que l'on s'attende à tout, on demeure stupéfait devant la grossièreté, la violence, la mauvaise foi et la sottise qui se déploient dans ces publications. En voici quelques échantillons.

Une des feuilles imprimées que l'on répand parmi les Indiens pendant la fête de la Vierge de Guadalupe raconte l'histoire suivante : un paysan d'un village de l'Etat de Puebla, se trouvant très malade, demanda à la Vierge de Guadalupe de le guérir, et lui promit deux pesos pour son église. Sans doute alléchée par cette aubaine, la Vierge guérit le pauvre homme ; cependant (le récit est quelque peu obscur sur ce point) elle ne le guérit pas suffisamment pour qu'il pût marcher et se rendre lui-même à la Villa de Guadalupe pour payer son dû.

Il profita du voyage d'un de ses voisins, auquel il confia la somme ; mais le voisin, pratique, préféra garder pour lui les deux pesos (soit environ 40 francs). Comme il revenait par les

par une sorte de régression du mouvement ouvrier aux formes sectaires grandes ou petites, situation dont il faudra bien sortir si l'on veut aller de l'avant.

Nous ne ferons pas à la mémoire de Marx, l'injure de supposer, selon une autre interprétation distincte de celle de Losovsky, qu'il ait rusé au cours de cet interview dans un esprit de pure concurrence boutiquière contre l'organisation Lassalienne.

Marx était-il donc à son époque, ce qu'on appelle aujourd'hui un syndicaliste professant que les syndicats non seulement se suffisent à eux-mêmes, mais qu'ils suffisent à tout ? Ce serait aussi une erreur de le croire. Marx, partisan de l'indépendance organique du mouvement syndical, n'a jamais prêché une soi-disant indépendance idéologique des syndicats qui les placeraient en marge du socialisme proprement dit et aboutirait à faire des syndicats un mouvement soit amorphe, soit sectaire. Le problème que Marx s'est posé toute sa vie était celui de l'union du mouvement ouvrier spontané et du socialisme. Ce problème n'est pas de ceux qui admettent des solutions purement théoriques, mais de ceux qui veulent des solutions pratiques. Cette solution n'est pas encore atteinte ici et il n'y a là rien qui doive étonner, car le jour où elle sera atteinte, sera celui de la révolution. Bien des données nouvelles ont été introduites tant sur le plan politique que sur le plan syndical, après l'expérience de la guerre et de la révolution russes. Mais aussi bien, le cours actuel de la révolution russe que celui de la lutte ouvrière mondiale, viennent nous replacer aujourd'hui dans une situation de crise profonde du mouvement ouvrier qui n'autorise pas plus le désespoir que celles du passé, mais oblige à une reprise patiente du problème que Marx a admirablement posé en tenant compte de toutes les données nouvelles et de toutes les expériences récentes. Ce que nous devons chercher chez Marx, ce ne sont nullement des panacées à transplanter artificiellement d'une époque historique dans une autre, mais les indications générales qui conservent toute leur valeur. Nous savons par lui, comment se pose le problème, et nous savons aussi quelle est la fausse solution qu'il convient d'écarter : la désastreuse confusion du mouvement de secte et du mouvement de classe dont nous faisons tous actuellement la pénible expérience en face du fascisme montant.

A. PATRI.

sentiers de montagne, la conscience peu tranquille, des loups sortirent de la forêt et le dévorèrent. On admirera cette haute conception religieuse et cette manière de terroriser les pauvres Indiens avec la représentation d'une divinité qui vous guérit moyennant finances, et qui tue un homme pour 40 francs.

Il existe à Mexico un centre de propagande catholique qui publie des brochures signées « Pedro Sembrador », « Pierre le Semeur », brochures destinées à fournir la base de conférences éducatives ; elles sont imprimées avec l'approbation de l'archevêché. Ouvrons par exemple le numéro 49, concernant un sujet véritablement... brûlant : « La conception catholique l'Enfer. » Tout y est divisé en sections ou paragraphes pour permettre une édification plus rapide. La première partie a pour titre : « Ce que nous savons de certain à propos de l'Enfer » et la seconde « Ce que nous ne savons pas sûrement » (mais que l'on sait tout de même un peu) : louable exemple de méthode scientifique. Vous lirez dans la première partie une fort savante discussion sur le feu de l'enfer, démontrant que ce feu n'est pas une métaphore, mais qu'il est « réel et matériel, bien qu'il ne soit pas matériel à la façon du nôtre, de même que notre corps ressuscité sera réel et matériel, mais non matériel à la façon du nôtre ». Dans la seconde partie est traitée, entre autres, la question délicate du lieu où se trouve l'enfer. Le savant auteur n'ose préciser, mais penche fortement pour l'opinion « que le lieu de l'enfer se trouve à l'intérieur de la Terre ». La conclusion de l'ouvrage porte le titre de « Le dogme de l'enfer éternel devant la raison » ; et vous y verrez que la raison humaine ne trouve rien à redire à ce qu'un pêcheur endurci (par exemple un ennemi du clergé mexi-

caïn) expie ses crimes d'une courte vie par une éternité de souffrances : la preuve en est que « toute religion qui mérite le nom de religion » a reconnu l'existence de peines dans l'au-delà. Il est évident qu'on n'en peut demander davantage. Je ne puis, faute de place, analyser d'autres brochures, me contentant de signaler que celles qui concernent les questions historiques et non théologiques contiennent d'énormes erreurs et les plus grossiers mensonges (on y apprend, par exemple, que Luther et Calvin provoquèrent la Réforme « pour pouvoir se marier ! »).

Que penser également de la petite histoire suivante, racontée dans un ouvrage de propagande catholique ? Un jeune homme du nom de Joaquin Silva, ayant été surpris en lutte contre le gouvernement, fut fusillé. Deux mois plus tard, une dame qui possédait trois maisons, dont les locataires la payaient mal, eut l'idée de recourir à l'intercession du « martyr » Joaquin. Bien lui en prit, car en trois jours, les mauvais locataires avaient démenagé et furent remplacés par de braves gens, qui payaient rubis sur l'ongle. Propriétaires, adressez-vous au bienheureux Joaquin, victime de Galles (1).

Mais ce côté « moyennageux » de la propagande n'est pas le seul ; s'adressant au prolétariat des villes, plus avancé et conscient que l'Indien des campagnes, le clergé sait adopter un langage approprié. Sa presse consacre de nombreux articles à prouver que l'Eglise est la meilleure protectrice du prolétariat. On cite Léon XIII, et l'encyclique « Rerum Novarum » ; on écrit que « Le clergé et les organisations séculières sont allées prêcher, comme de nouveaux apôtres, la Justice sociale, et défendre le prolétariat contre l'égoïsme individualiste de notre époque » (El Debate, 12 décembre 1932) ; que « l'abaissement matériel est « postérieur » à l'abaissement spirituel » et qu'en conséquence l'Eglise en élevant l'homme spirituellement l'élève matériellement (El Debate, 13 novembre) ; et que pour résoudre la question sociale il n'eût pas « abolir la propriété, mais la christianiser » (même journal, 12 février 1933). En même temps, on couvre d'injures les Soviets. Un écrivain français « distingué », M. Georges Goyau, collabore à cette œuvre pie (2) ainsi que les extrémistes mexicains, notamment Tejada, que l'on surnomme burlesquement « Tejedowsky ». Cela nous mène à considérer un peu la presse catholique. Des journaux comme El Debate, Omega, ou La Epoca, contiennent outre les articles relatifs au prolétariat :

1) Des critiques amères et violentes contre le gouvernement, contre Tejada, contre divers gouverneurs d'Etats.

2) De l'histoire ecclésiastique, des récits de miracles, etc.

3) Des articles de « sociologie » destinés à réfuter le communisme (ceux-là même, d'ailleurs, qui prétendent le réfuter ignorent visiblement ce dont ils parlent ; pour eux, un communiste est un monsieur qui veut abolir la propriété et nationaliser les femmes).

4) Des articles relatifs à l'éducation publique, où l'on accuse le Ministère de combattre l'esprit religieux.

5) Des articles sur la « question sexuelle ».

Sur ce dernier point, on peut apprécier combien réactionnaire est l'action du clergé ; l'idéal familial développé par les auteurs est la famille patriarcale, le « foyer » hermétiquement fermé où la femme est réduite au rôle de « mère de mes enfants ». La « femme intégrale », écrit un des « intellectuels » du parti catholique, Federico Gamboa, c'est « la fiancée qui nous disait : je t'adore, l'épouse qui nous disait : je te pardonne (3) et la mère qui nous murmura si souvent : je te bénis ». Quant à la « femme moderne », selon ce même auteur, c'est « une poupée peinte et demi-nue, qui pratique le divorce aux dépens de ses enfants, qui assassine son amant, fréquente le cabaret, boit des cocktails, fume du tabac égyptien et risque de fortes sommes aux cartes... La femme, dit un autre, doit vivre « à l'abri de la décence et de la spiritualité ». Autrement dit, on exalte une forme de famille encore assez fréquente au Mexique, dans la classe bourgeoise, une famille où la femme, séparée du monde extérieur, est une proie aisée pour son confesseur, qui agit par elle sur le mari et surtout sur les enfants. Quant à la femme moderne, c'est la « vamp » de cinéma ; mais les ouvrières, les Indiennes courbées sur les champs de maïs, les filles que les maris chrétiens rendent mères par distraction, que deviennent-elles ? Voilà qui importe peu. L'Eglise

(1) Cette histoire est empruntée à un ouvrage intitulé « La lucha de los Católicos mexicanos », signé « Un amigo de Mexico ». On trouvera la citation complète dans « Sender », pages 224-25.

(2) « La mystique pédagogique des Soviets », « El Debate » du 12 février.

(3) Mais qu'est-ce donc exactement que ce mari chrétien doit se faire pardonner ?

ne s'intéresse qu'à son idéal modelé à l'image d'une vieille société aristocratique. Lorsque l'Etat de Veracruz, sous le gouvernement de Tejada, proclame la loi « d'eugénésie », établissant le contrôle des naissances et la stérilisation de certains sujets (novembre 1932), la presse catholique s'indigne. « Cette disposition n'est pas seulement immorale, mais constitue une attaque directe aux droits de l'individu », déclare-t-on, et l'on s'élève avec violence contre « la propagande concernant les procédés immoraux destinés à éviter les naissances ». Plus récemment, lorsqu'il a été question d'instituer l'éducation sexuelle, si nécessaire au Mexique, où tant de femmes du prolétariat et du milieu indigène sont victimes de leur inconscience et de leur ignorance, le « tolle » a été formidable ; des Associations de Pères de Famille, d'une tendance facile à apercevoir, ont protesté avec véhémence. L'affaire semble enterrée pour l'instant, le gouvernement n'ayant pas répondu à cette campagne insolente comme aurait répondu un Tejada.

Réactionnaire, retardataire, tendant à freiner de toutes ses forces évolution et révolution, hypnotisés par l'image de la société féodale dont l'Eglise fut un instant le sommet, telle apparaît la propagande et l'action du clergé sur les masses. Si elle s'adresse aux intellectuels, c'est pour les détourner des doctrines qui pourraient les amener à secourir le prolétariat et pour maudire ceux d'entre eux qui ont déjà fait volte-face. A tous les degrés, depuis l'historiette édifiante jusqu'à la critique à prétentions scientifiques et sociologiques, ces innombrables publications n'ont qu'un but : maintenir sur les esprits, plongés dans un superstitieux respect, le lourd poids de l'influence cléricale.

Les écoles, les Missions culturelles dont le dévouement et le travail sont admirables réussissent-elles à soulever ce poids, véritable pierre tombale sous laquelle l'Indien mexicain est couché ? Je l'ai dit, il faudra alors que ces travailleurs prennent parti et qu'ils opposent à la propagande mensongère de l'Eglise une propagande solidement appuyée, non sur une négation, mais sur une idéologie positive. En dépit des apparences et des plaintes intéressées, le Mexique n'est pas encore délivré de son antique théocratie ; il reste à l'arracher des esprits où elle possède encore de profondes racines.

(Orizaba, Ver. Août 1933.)

JEAN DURIEZ.

BIBLIOGRAPHIE

(Je ne cite, ici, que des ouvrages généraux, où l'on peut trouver une infinité de références.)

BALDERRAMA (Luis C.) : El Clero y el Gobierno de México. México, Ed. « Centro Cultural Cuauhtémoc », 1927.

CABRERA (Luis) : La cuestión religiosa en México. Veracruz, Imprenta del Gobierno Constitucionalista, 1915.

PEREZ LUGO (I.) : La cuestión religiosa en México. México, Ed. « Centro Cultural Cuauhtémoc », 1927.

RAMIREZ CABANAS (Joaquin) : Las relaciones entre México y el Vaticano. Mexico Imprenta de la Secretaria de Relaciones Exteriores, 1928.

SENDER (Ramon J.) : El problema religioso en México. Madrid, Ed. « Genit », 1928.

TORO (Alfonso) : La Iglesia y el Estado en México. Mexico, Publicaciones del Archivo General de la Nación, 1927.

L'ORDRE REGNE A BERLIN

Ce passage qui n'a pu trouver place page 9 vient immédiatement après le sous-titre : victoire dans la défaite et défaite dans la victoire.

C'est là le contraste qui sépare les luttes révolutionnaires d'avec les luttes parlementaires. Nous avons eu en Allemagne durant quarante ans de continuelles « victoires » parlementaires, nous marchions pour ainsi dire de victoire en victoire. Et le résultat en a été lors de la grande épreuve historique du 4 août 1914 : une déroute politique et morale allant jusqu'à l'anéantissement, un effondrement inouï, une banqueroute sans exemple.

ROSA LUXEMBOURG.

A NOS ABONNÉS

De nombreux abonnements partant du premier numéro (janvier 1933) arrivent à expiration.

Nous demandons à nos camarades de vouloir bien renouveler leurs abonnements d'urgence afin de nous éviter toute correspondance superflue et d'épargner des frais de recouvrement.

VERS LE FRONT UNIQUE... EN ESPAGNE

Nous signalons dans nos précédents articles une orientation vers le front unique se faisant jour dans les tendances les plus diverses du mouvement ouvrier espagnol.

Nous sommes heureux de pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs les principaux passages du Manifeste de l'Alliance ouvrière, cartel des principales organisations prolétariennes, qui s'est constitué en Catalogne pour lutter contre la réaction et le fascisme, ainsi que la liste des signataires :

Camarades,

Le progrès de la réaction capitaliste est un fait de caractère mondial que personne ne peut nier. Cependant, dans chaque pays il a ses caractéristiques spéciales...

En Espagne, nous voyons clairement comment le fascisme essaie de triompher. D'abord, en corrompant le corps électoral et en recourant aux procédés les plus infâmes pour envoyer au Parlement, sinon une majorité absolue, tout au moins une minorité sans tenir compte de laquelle on ne puisse gouverner. Ensuite, il force le gouvernement à proclamer l'état de prévention et l'état d'alarme prévus par la loi d'ordre public, laissant le prolétariat sans armes et sans moyen de défense contre l'oppression gouvernementale et favorisant ainsi le jeu des droites réactionnaires. Et plus tard, comme troisième étape, il se prévaut de l'irréflexion des masses travailleuses groupées autour de la C.N.T. et de la F.A.I. pour les lancer dans la rue et les amener à un choc brutal contre la force publique. Cette tactique machiavélique réussit à atteindre deux buts également profitables pour le fascisme : émouvoir l'opinion, en la préparant à accepter les mesures les plus atroces des pouvoirs publics, semer la terreur, la désolation et la mort, qui serviraient de justification à un coup d'Etat réactionnaire et fasciste. Tels sont les calculs de la réaction, calculs loquacement déduits des faits. Mais ils ne réussissent pas.

Pour l'empêcher, nous sommes là. Les organisations signataires de ce manifeste, de tendances et d'aspirations doctrinales diverses, mais unies dans un désir commun de sauvegarder toutes les conquêtes obtenues jusqu'ici par la classe ouvrière, nous avons constitué l'Alliance Ouvrière pour nous opposer à l'intronisation de la réaction dans notre pays et à toute tentative de coup d'Etat en vue de l'instauration d'une dictature...

Travailleurs de Catalogne et d'Espagne, suivez notre exemple, abandonnez les querelles qui vous séparent de vos compagnons de misère, sans pour cela cesser de conserver et de défendre vos points de vue de doctrine ! Constituez les comités locaux et régionaux antifascistes...

Vive le front ouvrier antifasciste !

Vive l'union de la classe ouvrière pour la défense de toutes ses conquêtes !

Barcelone, 9 décembre 1933.

Pour l'Union Générale des Travailleurs : de Vila Cuenca. Pour les Syndicats de l'Opposition de la C.N.T. : Angel Pestana. Pour la Fédération Socialiste de Barcelone (Parti Socialiste Ouvrier espagnol) : Rafael.

Dans un second manifeste en date du 4 janvier, l'Alliance Ouvrière précise ainsi ses buts à la fois défensifs et offensifs :

Travailleurs de toute l'Espagne, unissez-vous, constituez partout les comités de l'Alliance Ouvrière, groupez vos forces pour la lutte en dehors de terrain parlementaire contre la réaction menaçante, pour le triomphe de la classe ouvrière et sa libération définitive.

Maintien intégral de toutes les conquêtes réalisées par la classe ouvrière sur le plan politique et sur le plan économique.

Mise hors la loi des organisations fascistes et philo-fascistes.

Dissolution complète de toutes les congrégations religieuses et expropriation de leurs biens.

La terre pour celui qui la travaille.

Liberté pour toutes les organisations se réclamant de la lutte de classe.

Des allocations de chômage.

Les trois courants principaux du mouvement ouvrier espagnol se trouvent représentés dans l'Alliance : le courant communiste par la Fédération Communiste Ibérique (indépendante de l'I.C., mais dominant de loin le parti communiste officiel), les syndicats exclus de la C.N.T. qui se trouvent sous son influence, et le petit noyau trotskyste (gauche communiste espagnole) ; le courant anarcho-syndicaliste, par la Fédération Syndicaliste Libertaire et les Syndicats d'Opposition de la C.N.T. dont elle constitue le noyau dirigeant ; le courant socialiste, par la Section catalane du parti socialiste officiel, l'Union Socialiste de Catalogne, formation socialiste indépendante de nuance catalaniste, et la Section catalane de l'U.G.T., la Centrale syndicale dirigée par les socialistes.

Signalons en outre comme un fait extrêmement important l'adhésion de l'Union des Rabanaires, la plus forte organisation de paysans travailleurs existant en Catalogne qui consacre l'union des travailleurs de la ville et des champs dans l'Alliance Ouvrière.

La principale initiative dans la formation de l'Alliance revient à la Fédération Communiste Ibérique, qui trouve ici la récompense d'une politique intelligente de front unique poursuivie patiemment depuis près d'un an et montre ce que peut faire, dans l'intérêt du mouvement général, un petit parti ouvrier indépendant capable de placer l'esprit de classe au-dessus de l'esprit de secte.

Restent jusqu'ici en marge de l'Alliance : la Centrale Syndicale Anarcho-syndicaliste ; la Confédération Nationale du Travail (tendance majorité confédérale), la Fédération Anarchiste Ibérique, qui y exerce le rôle dirigeant, et le Parti communiste (section de la III^e Internationale).

Le Parti communiste officiel, après avoir participé, il y a quelques mois, aux négociations en vue de la formation de l'Alliance, s'en est retiré sur le refus d'accepter son programme intégral comportant le front unique à la base dirigé contre les chefs. Aux dernières nouvelles, il se préoccupe d'organiser sous peu à Barcelone sa propre « conférence de front unique à la base » destinée à faire pièce à l'Alliance.

Nous avons signalé, dans un article paru au précédent numéro, le courant en faveur du front unique même avec les socialistes et leur Centrale syndicale qui se dessinait dans la C.N.T. et dans la F.A.I. La tentative isolée d'insurrection anarchiste, loin d'avoir tué ce courant, paraît lui avoir donné une force nouvelle. La Confédération régionale du Centre (provinces de Castille et de la Manche), dans un Manifeste publié récemment, commente favorablement un article paru dans « El Socialista » de Madrid sur la formation de l'Alliance et invite ses adhérents et tous ceux de la C.N.T. à réfléchir sur l'importance du problème.

Dans un article intitulé « La Catalogne en tête », auquel nous faisons allusion plus haut, « El Socialista », l'organe officiel du Parti socialiste espagnol paraissant

à Madrid, salue la formation de l'Alliance Ouvrière et donne l'adhésion du Parti au principe de l'unité de front sous les conditions suivantes : cessation de l'hostilité mutuelle, oubli des torts réciproques, constitution du front unique entre les organisations et non selon la méthode dite du front unique par en bas.

Cet article, qui a entraîné la parution du Manifeste de la Confédération nationale du Centre cité plus haut, a provoqué une certaine inquiétude dans les milieux politiques bourgeois de droite et de gauche, inquiétude qui s'est traduite dans des articles de journaux et même dans une dégringolade des valeurs en Bourse.

Nous sommes obligés de répéter ce que nous disions précédemment ici même : c'est dans l'attitude que prendra le parti socialiste espagnol que se trouve actuellement la clé de la situation en Espagne. Constatation que ceux qui voudraient voir la réalité se régler sur leurs désirs, et que nous, en premier, pouvons trouver désagréable, mais qui n'est pourtant que l'annonce d'un fait. C'est d'une transformation profonde de la politique de ce parti que dépend la réalisation d'un front unique ouvrier s'étendant à toute l'Espagne, car c'est sur cette transformation que les anarchistes régleront leur attitude comme ils commencent déjà à le faire.

Le parti socialiste est à la croisée des chemins. D'un côté, les sirènes de la vieille coalition républicaine : Azana, Marcellino Domingo, Companys qui vient de succéder à Macia en Catalogne, qui lui surent leurs plus doux airs en faisant miroiter l'espoir d'un grand front des gauches qui s'étendrait jusqu'à Martinez Barrios et aux radicaux restés laïques. De l'autre côté, le front ouvrier, avec les anarchistes et les communistes. Il a le choix entre ces deux genres d'alliance, mais ne peut rester isolé.

L'incohérence actuelle de sa politique qui semble jouer sur les deux tableaux (Prieto vient de participer à un grand meeting des gauches bourgeois avec tous les cadavres politiques des précédentes élections à Barcelone) est le reflet de la lutte de tendances qui se déroule dans son sein.

La tendance opposée à renouer le front avec les partis bourgeois qui a son point d'appui dans les jeunes socialistes, se développe au sein du parti où elle est en fait la majorité. Dans un éditorial de « El Socialista » intitulé : « On ne pourra renouer le fil rompu », elle a manifesté ses positions. A sa tête se trouve Largo Caballero, qui a affirmé dans des déclarations retentissantes l'impossibilité de réformer la société bourgeoise autrement que par la révolution violente et la dictature du prolétariat, et l'échec de la politique de collaboration gouvernementale.

A l'autre pôle se situent Besteiro, Saborit et les bureaucrates syndicalistes de l'U.G.T. Triar Gomez, Lucio Martinez, etc. à qui leur antiparticipationisme de façade avait permis de s'emparer des postes de commande de l'organisation syndicale. Prieto, le socialiste du banquier Echevarrieta, est naturellement dans ce clan. La situation actuelle est ainsi une sorte de division des pouvoirs entre les deux tendances dans l'organisation politique et l'organisation syndicale. Cette situation ne pourra durer, car Besteiro et Cie ne disposent plus d'une majorité réelle dans l'U.G.T.

Il faut souhaiter au plus vite le dénouement de cette crise encore silencieuse mais qui est de la plus haute importance pour tout le mouvement ouvrier espagnol.

A. P.

LA LUTTE DE CLASSES EN POLOGNE

Le triomphe du fascisme en Europe centrale, l'avènement de Hitler en Allemagne, ont fait oublier aux camarades de l'Occident, certains pays où la réaction existe depuis des années sous une forme peut-être moins bruyante que l'hitlérisme mais non moins terrible pour le prolétariat. Un de ces pays est la Pologne. Qui donc, en France, sait que là-bas quinze mille détenus politiques sont privés de tous les droits — de ceux mêmes dont ils n'étaient pas privés au temps des tzars ? Qui donc en France se souvient encore de la « pacification » des campagnes ukrainiennes par le gouvernement polonais, dont les troupes, en 1930, tuaient des centaines d'hommes, mettaient le feu aux villages, saccageaient et pillaient le misérable avoir des paysans parce que ceux-ci, mourant de faim, s'étaient révoltés contre le percepteur, l'agent de police et l'officier payés par la bourgeoisie ? Est-ce qu'on se rappelle, en France, que dans la prison de Luck, des femmes et des hommes subissaient des tortures dignes de l'inquisition ? Que des jeunes de 15 à 18 ans sont encore journellement condamnés à de longues années de prison pour avoir colporté

des tracts ou des brochures interdits par le gouvernement ? Sait-on que les grèves économiques et les démonstrations ouvrières, revendiquant par exemple un sou de plus par heure de travail, sont étouffées avec une violence qui n'hésite ni devant le meurtre ni devant la provocation ? Et pourtant la lutte de classes continue elle fait son chemin dans la profondeur des masses, elle éclate en mouvements spontanés où se manifeste sa force incoercible. Elle n'a cessé de cheminer depuis sept ans que le fascisme est établi en Pologne.

C'est l'histoire de ces luttes qui nous est retracée ici par une militante de l'A. F. P. (Fédération Anarchiste Polonaise) qui les a vécues. Nous faisons des réserves sur certains jugements participant de l'idéologie propre à l'auteur, jugements qui n'enlèvent rien à la qualité de ce document vécu et profondément senti. Nous y apprenons à reconnaître le courage de nos frères de classe polonais, et à comprendre aussi de quelle barbarie le gouvernement polonais est le défenseur, ce gouvernement allié de la France et « gardien de la civilisation » !

LE « SOCIALISTE » PILSUDSKY ET SON COUP D'ETAT

Quand le gouvernement actuel a pris le pouvoir en 1926, il jeta le mot d'ordre : « Pour gouverner, il faut avoir les mains propres. A bas les charognards des partis qui font du pouvoir une curée ! » Quels étaient donc les antécédents de cette nouvelle équipe « aux mains pures », celle qui, aujourd'hui encore, règne sur la Pologne ?

C'étaient des hommes qui, depuis toujours, entouraient Pilsudsky, d'abord comme militants socialistes, puis comme légionnaires polonais aux côtés des Empires centraux, les servant pour obtenir l'indépendance politique du pays. Une fois la Pologne créée comme Etat souverain, ils se sont vus mettre à l'écart. La patrie payait mal leurs sacrifices. Ils commencèrent à conspirer. Sachant que sans l'armée rien ne leur réussirait, ils cherchèrent des relations avec les officiers — eux-mêmes étaient officiers pour la plupart — et ils réussirent à faire un coup d'Etat avec l'aide du parti socialiste et même du parti communiste. Leur règne commença par une débauche de phraseologie sous le signe de la « révolution morale » qu'il voulaient provoquer pour la régénération du pays. Ils promettaient tout ce qu'on voulait. Mais prendre le pouvoir n'est pas tout. Il faut ensuite le garder. Or, comment le garder en régime bourgeois, sinon par le soutien effectif de la bourgeoisie ? C'est ainsi que le coup d'Etat de mai 1926 n'a eu d'autre aboutissement qu'une liaison de plus en plus forte du gouvernement avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. La réaction reprit de plus belle, se stabilisant, détruisant tous les obstacles. Elle nous tient aujourd'hui sous le joug d'un fascisme analogue à celui qui s'appesantit sur l'Allemagne.

SUR LA PENTE DE LA CRISE

Avec l'aggravation de la crise allait de pair celle de la réaction. En 1926-27, le budget d'Etat démontrait encore 600 millions de zlotys comme excédent de recettes. C'était d'ailleurs un fait unique

dans l'existence de la Pologne. Cet état favorable des finances était dû à des exportations massives de charbon, résultant de la grande grève des mineurs anglais. Mais déjà en 1927-28 se constataient en Pologne les premiers symptômes d'une grande crise. Dans tous les centres industriels, les usines fermaient leurs portes, l'une après l'autre. Les faillites commerciales se multipliaient. Les paysans ne pouvaient plus payer les impôts, ni les intérêts des sommes empruntées par eux aux banques agricoles. Le chômage se propageait comme un démi. La situation des campagnes était encore plus tragique que celle des villes. Les paysans constituaient en Pologne 65 % de la population. La plupart d'entre eux sont de pauvres gens ayant juste assez de terre pour vivre lorsque l'année est bonne. Cette propriété, ils la doivent à la réforme agraire qui, au lieu de les sauver, les a perdus. On a partagé les grands domaines et on a stipulé que les paysans les rachèteraient par des annuités s'étendant sur une longue période de temps. Au moment où s'accomplissait la réforme, la terre était très chère. Elle fut payée aux seigneurs bien au-dessus de son prix par l'intermédiaire des banques où ceux-ci ont conservé leur argent en dépôt. Et maintenant les paysans doivent amortir l'achat de leurs terres en payant à ce banques des intérêts exorbitants. Les intérêts et les impôts dévorent à eux seuls toute la récolte. En 1930, en travaillant 20 heures par jour, ils ont obtenu une belle récolte. Les produits ont été portés à la ville mais tout l'argent est resté dans les banques et les bureaux de perception du fisc... A ce moment, si la dette se trouvait payée à 50 % du prix fixé, il se produisait ceci que la terre ne valait plus que les 50 % de sa valeur par rapport à 1920. Et ainsi le paysan croyant devenir propriétaire a payé et doit continuer à payer pour rien. Au bout du compte arrive l'huissier qui saisit ce qui reste et le réquisitionne en paiement de l'impôt. Voilà tout le profit que les paysans polonais ont tiré de leur accès à la propriété des terres !

Les petits bourgeois des villes souffrent

aussi terriblement de la misère. Ils se prolétarisent de plus en plus mais, comme on ne peut pas devenir prolétaire en temps de chômage, ils tombent dans ce que les Allemands appellent le « lumpen-proletariat », la classe des bas-fonds qui ignore le travail régulier, vit d'expédients et bien souvent est une proie facile à la corruption et aux visées politiques des classes dirigeantes.

EXPERIENCES GOUVERNEMENTALES : AFFAMEMENT DES OUVRIERS

Le gouvernement polonais a déjà tenté contre la crise la plupart des expériences qu'on voit se reproduire aujourd'hui dans divers pays et jusqu'aux Etats-Unis. Pour commencer, il résolut de sauver l'industrie capitaliste en la plaçant sous le contrôle ou dans les mains mêmes de l'Etat. Résultat : pas un jour ne se passait sans qu'on découvrit des malversations, des détournements, tous commis par les employés de l'Etat chargés du contrôle. L'étatisation n'ayant pas donné les résultats qu'il en attendait, le gouvernement annonça qu'il résoudreait la crise en diminuant les salaires et en augmentant les droits de douane et les impôts indirects. Résultat : le pouvoir d'achat, la faculté de consommation des larges masses de la population subirent un nouvel effondrement. Et le mécontentement s'accrut.

Le budget fut « rationalisé » en vue du nouvel état de choses. Moins d'écoles et plus de gendarmes. On augmenta les dépenses pour l'armée et pour la police jusqu'à concurrence de 50 % du budget tout entier. Par contre le ministère du Travail fut supprimé ou rattaché partiellement à celui du Commerce et de l'Industrie. On saigna à blanc le budget des écoles, de sorte que 700.000 enfants furent privés de l'instruction primaire. Cette réaction sociale a provoqué enfin en 1931-1932 une énorme vague de grèves.

Ces grèves, nées d'une situation intolérable, prenaient souvent un caractère nettement révolutionnaire pour le renversement de l'ordre capitaliste, cause de toute cette misère. Malheureusement elles se déclenchaient de façon isolée, sans lien de l'une à l'autre. Toutes avaient éclaté par-dessus la volonté des meneurs de syndicats. Elles étaient conduites par des comités de grève issus des masses. Les meneurs syndicaux sabotaient le travail de ces comités et s'opposaient à l'élargissement de l'action. Pendant ce temps, le gouvernement procédait, la plupart du temps, à l'arrestation des comités eux-mêmes, dont les membres étaient souvent condamnés à plusieurs années de prison. On vit souvent, lors des manifestations de grévistes qui protestaient, les forces de police abattre des dizaines d'entre eux, tués ou blessés. Quelquefois même on eut recours à l'armée pour ces étouffements sanglants.

EXPERIENCES OUVRIERES : OCCUPATION DES USINES

Une cause importante dans l'échec des grèves était le grand nombre de chômeurs qui, peu conscients et mourant de faim, prenaient souvent la place des ouvriers en grève. Les syndicats essayaient de

convaincre leurs membres qu'à cela il n'y avait rien à faire. Pourtant les ouvriers ont trouvé leur propre chemin, le même que préconisaient depuis longtemps les anarchistes polonais : « Ne quittez pas l'usine au moment de la grève. » Voilà le mot d'ordre pour la première fois jeté pendant la grève des ouvriers verriers à l'usine Hortensja dans la ville de Piotrkow. Pendant cinq semaines, ces ouvriers restèrent les maîtres de l'usine, y mangeant et y dormant. Cette grève eut un retentissement énorme dans tout le pays et, depuis ce temps, presque tous les mouvements de masse se passent de la même façon.

Au printemps dernier ont eu lieu des grèves de mineurs dans les entreprises « Klimontow » et « Mortimer », que les capitalistes étrangers avaient décidé de fermer et de remplir d'eau à cause du rendement insuffisant. Les ouvriers qu'on se disposait à abandonner à la mort lente avec leurs familles, sont alors descendus au fond des galeries et sont restés là, faisant la grève de la faim. Après dix jours, les capitalistes ont cédé et le gouvernement a déclaré qu'il ne permettrait pas la destruction de ces mines. C'est seulement quelque temps après, lorsque l'effervescence eut diminué, qu'il se démontra comment les capitalistes, tant que le régime est debout, parviennent toujours à leurs fins : les mines furent évacuées et noyées.

DE LA MISERE A LA REVOLTE

Dans la Haute-Silésie, le pays des hauts fourneaux et des mines, le chômage est plus terrible que partout ailleurs. Sur trois ouvriers, un est sans travail. Sur les deux qui travaillent, le deuxième est employé un ou deux jours par semaine. Les chômeurs crèvent de faim. Les secours du gouvernement et de la commune sont presque nuls (un peu de soupe en hiver). L'unique moyen de vivre qui leur reste, c'est de faire l'assaut contre les trains de charbon ou bien de travailler dans les biedasryby (les mines abandonnées), revendant leur butin pour un prix minime. Dans les biedasryby on note chaque jour des accidents mortels.

Les statistiques officielles dénoncent 300.000 chômeurs. Mais ce ne sont là que les ouvriers des grandes villes et les travailleurs intellectuels. En réalité, il y a 750.000 chômeurs parmi les ouvriers industriels — et plus d'un million de paysans et d'ouvriers agricoles qui ne gagnent rien. Il n'est pas question de soutenir les chômeurs par des allocations. Le budget de l'Etat accusait l'année passée un déficit de 400 millions de zlotys. Cette année le chiffre sera encore beaucoup plus grand, malgré de formidables réductions dans les traitements des fonctionnaires et des instituteurs.

La révolte gronde dans les campagnes. Tout le pays est encore sous l'impression

des incidents derniers en Petite-Pologne. Là, les paysans de plusieurs dizaines de villages s'étaient révoltés contre le fisc et contre la police qui lui prêtait main-forte. Des bagarres sanglantes ont eu lieu : plus de 60 paysans tués, des centaines de blessés. Les soldats de la réserve ont été convoqués d'urgence et, jusqu'à ce moment, ils sont consignés en station dans les villes voisines. On a annoncé que, dans cette région, se propage une épidémie de choléra. Les hommes continuent à être renus dans l'armée, loin du pays, bien que ce soit le moment des récoltes. Et parmi eux, il y a les frères et les fils de paysans tués sur le pas de leur porte de la maison familiale par les balles du gouvernement !

Le régime capitaliste en Pologne ne tient plus debout que par la force armée.

Un jour les ouvriers, au lieu de demander du travail aux capitalistes qui les exploitent s'empareront tous ensemble des moyens de production, des matières premières et des usines, et ils commenceront à fabriquer pour leurs besoins et ceux de toute leur classe, après avoir chassé les bourgeois, les policiers et les « fonctionnaires ». Jusque-là, ils n'auront que les miettes tombées de la table de leurs maîtres et des miettes de plus en plus rares. Et il leur faudra se battre pour en avoir, car la misère ira toujours augmentant.

(Août 1933.) E. ORB.

L'architecture à l'exposition de l'art à Milan

Cette exposition est surtout consacrée aux Arts décoratifs et l'architecture n'y occupe qu'une place secondaire. Elle se divise en deux parties principales : le palais d'exposition et le parc rempli de nombreux pavillons. Lorsque, par le parc, on s'approche du palais, on contemple une suite d'arcades, de piliers et arcs pleins de force (ou leur imitation) qui ne portent qu'une terrasse légère aux grilles minuscules, derrière lesquelles les humains apparaissent écrasés par la majestueuse architecture. Les arcades en pierre sont collées devant une construction en brique dont un côté est droit et l'autre arrondi. De nombreux gardiens suppléent à la défectueuse distribution intérieure et vous apprennent que, malgré la température étouffante, vous devez remettre votre veston, pour trouver enfin à l'étage l'exposition que l'on verrait plus logiquement installée au rez-de-chaussée aux lieux et place de l'administration, du restaurant et annexes.

En entrant, l'attention est de suite attirée par le large emploi de la peinture murale. Est-ce mérite de la direction ou ordre supérieur (comme nous avons pu le voir en U. R. S. S.) ? En tout cas, l'idée, qui se manifeste partout, de collaboration entre architecture, sculpture et peinture est heureuse. La réalisation l'est moins. Signalons toutefois la réalisation de Campiglli qui paraît indiquer une volonté monumentale dans sa technique.

La Galerie des peuples devait donner une revue de l'activité des Etats les plus importants. Avec beaucoup de photos, mais peu de plans, les formes sont très bien présentées, mais rien ne permet de connaître les causes, l'origine et le développement de ces formes. Le spectateur non averti est trompé en ce qui concerne l'activité respective de chaque pays. Par exemple, l'U. R. S. S. dont on connaît la prodigieuse activité dans la construction, est représentée par quelques photos et occupe un côté de panneau pendant que la Hongrie, sur l'autre côté de ce même panneau, a disposé un photomontage de centaines de vues, qui n'est pas un échantillon, mais presque toute son activité.

Au mur latéral de la Salle des Etats, sont exposées des constructions ordonnées d'après la destination des bâtiments. Les réalisations des Grands Maîtres présentées dans une autre salle permettent une étude de l'activité de chaque personnalité et montrent déjà mieux une évolution.

On cherche en vain quelques solutions aux problèmes d'urbanisme ou de colonisation. Pour l'habitation, l'exposition est située sous les arbres d'un magnifique parc. On y trouve beaucoup d'idées pratiques, même au point de vue technique, mais il n'y a guère d'architectes — sauf Griffini et ses associés — dont l'œuvre montre les traces d'une recherche s'inspirant des grandes nécessités économiques et sociales. La plupart d'entre eux apportent des solutions à des programmes idéaux comme on le fait à l'école. Certains se perdent dans la recherche à tout prix de quelque chose de nouveau ou de surprenant.

Aujourd'hui, quand l'Allemagne a consciemment abandonné, pour des causes politiques, sa place à la tête de l'architecture moderne, on est surpris de voir un pays adopter les formes d'une architecture moderne (bien que ce changement ne soit souvent que superficiel). Et l'on peut se demander : est-il possible que l'Italie, dont le niveau culturel et économique n'est pas très élevé, dont les préoccupations sociales et politiques s'opposent aux nécessités profondes de notre époque, si elle continue ses efforts, puisse diriger dans l'avenir l'architecture moderne, tandis que l'U. R. S. S., le seul pays dont le graphique de développement montré dans chaque domaine de la vie économique une ligne montante, abandonnerait (1) la voie de la recherche et du progrès dans le domaine de l'architecture et se contenterait de copier les travaux que les petites nations d'Occident ont contrefaits dans le passé ?

TORNAI IMRÉ.

(1) Voir « Masses », n° 4 et l'article de Léon Gaillard, dans le n° 11 de « Masses ».

Poèmes de Victor Serge

I

Je n'ai pas encore vu les déserts,
je ne sais pas encore
l'orgueil d'être debout aux confins de la vie
dans les sables brûlés, en plein ciel, im-
passible.

Mais j'ai vu aujourd'hui dans la ville cou-
lumière
un vieux visage humain
plus morne et plus brûlé sous la peine de
sa vie
que, sans doute, là-bas
les sables calcinés sous un ciel saharien.

Et j'ai pensé quand même à la grandeur
des hommes.

II

Je n'ai pas vu un arbre dans tous les bois
de la montagne,
je n'ai pas vu un arbre qui n'ait eu sa
beauté,
qui ne fût beau tout entier, fût-il mutilé,
chargé
de branches mortes, tailladé par la hache,
ou ne fût-il plus
qu'un moignon d'arbre, comme il y a dans
les villes tant de moignons d'hommes.

Pourtant j'en ai vu un qui semblait n'être
plus qu'insulte
douloureuse
à l'horizon de cimes et de neige qu'il rayait
de son grêle squelette d'arbre mort,
calciné par la mort.

Il était beau pourtant : et sa muette in-
fortune
immensifiait tout un lambeau de l'horizon
humainement.

Tyrol 1924,

Extrait de « Proletariat », décembre 1933.

Le Directeur-Gérant : LEFEUVRE.



Imprimerie Centrale de la Bourse
117 rue Réaumur, Paris